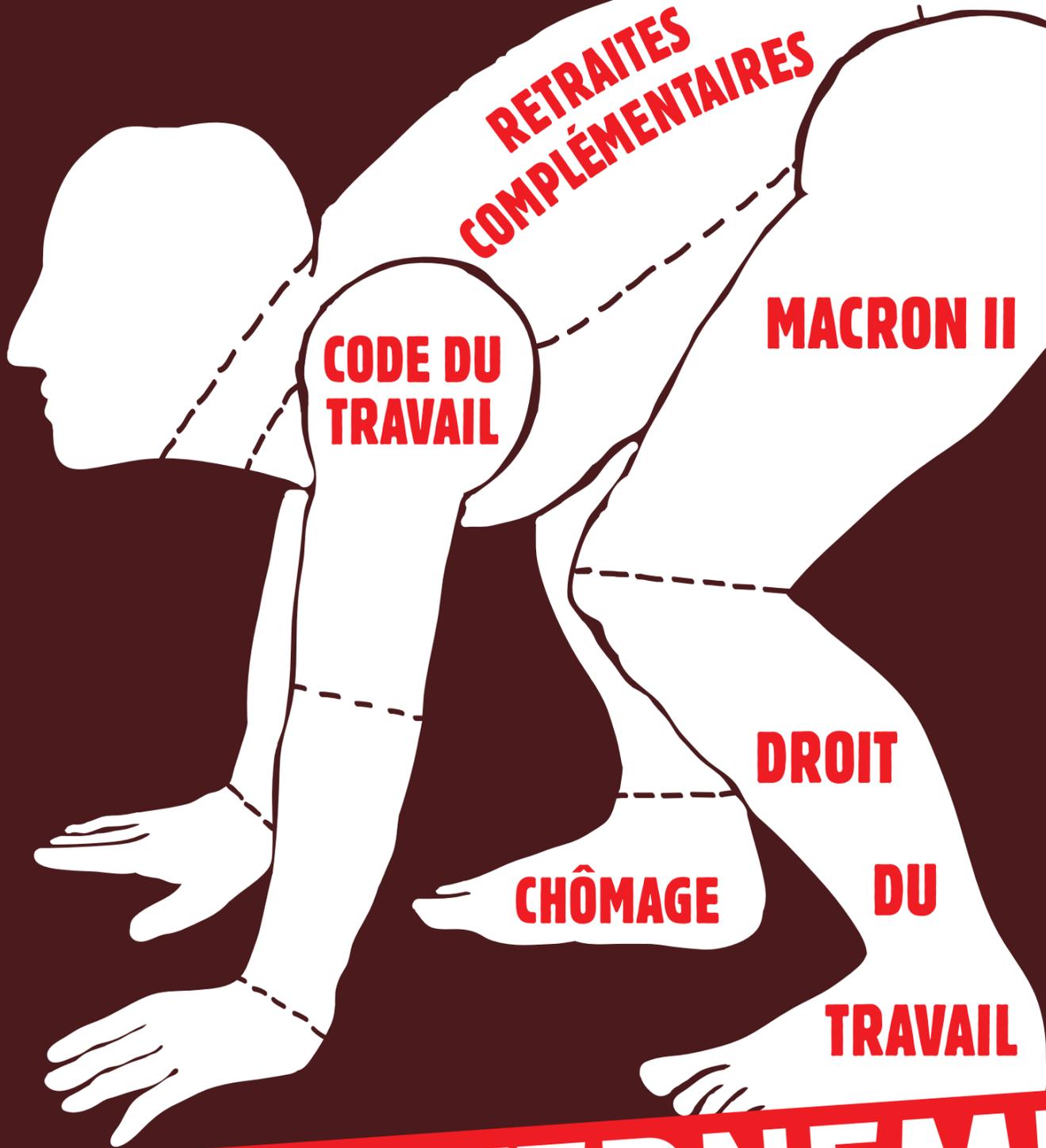


***l'Anti*capitaliste**

n°311 | 12 novembre 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

LE MEDEF ORDONNE



LE GOUVERNEMENT EXECUTE

Dossier
**CODE DU TRAVAIL :
POURQUOI TANT
DE HAINE ?**

Pages 6 et 7

ÉDITO
Sauver les apparences, peut-être, le climat sûrement pas!
Page 2

PREMIER PLAN
Grèce : vers un automne chaud ?
Page 2



ACTU POLITIQUE
Calais : pas d'« humanité », toujours plus de « fermeté »
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Robert Guédiguian
Page 12



Par CHRISTINE POUPIN

Sauver les apparences, peut-être, le climat sûrement pas!

Ce qui devait être la dernière réunion de négociation avant la COP21 s'est terminé à Bonn le 25 octobre en décidant... de ne rien décider. Le «brouillon final» issu de cette séance est beaucoup plus long (55 pages) que la version précédente (20 pages). Pour conserver tous les participants autour de la table, en particulier les pays du sud, il intègre pour chacune des questions importantes plusieurs options, parfois totalement contradictoires, avec plus de 1500 crochets entourant des phrases non consensuelles. L'ONU a beau plastronner, «les gouvernements du monde se reconnaissent complètement dans ce brouillon équilibré qui sera le point de départ pour la négociation finale», il n'y a en réalité aucun accord, et tout ce beau monde doit encore se revoir pour tenter de sauver la face. C'est l'objet de la «pré-COP» qui s'est tenue à Paris du 8 au 10 novembre. Laurent Fabius a donc reçu une soixantaine de ministres de l'Environnement et de l'Énergie pour «donner un élan politique et faciliter l'accord final». «La plénière de clôture sera l'occasion d'envoyer un message clair sur les attentes des ministres et autres chefs de délégation!» «Élan», «message», «attente»... beaucoup de mots pour rien. L'un des sujets qui fâchent est bien évidemment la reconnaissance de la responsabilité historique des pays riches pour les plus grandes quantités de gaz à effet de serre émises. La pré-COP se soucie donc d'équité... en accordant une coprésidence de chaque groupe de travail, coprésidence entre un ministre du nord et un ministre du sud. Si ça, c'est pas de la com'!

Il n'est pas question de négocier sur le fond, ni maintenant ni au moment de la COP, puisque chaque pays indique ses propres objectifs «volontaires» de réduction... Comme il est devenu impossible de masquer que le cumul de ces annonces aboutit à un réchauffement de 3 voire 3,5°C, pour tenter de sauver la fiction d'un «accord contraignant», le gouvernement français va donc promouvoir un mécanisme de révision tous les cinq ans... à partir de 2025. Tout cela en proclamant que «plus tard il sera trop tard!»

Ils osent tout pour déguiser en avancée les nouveaux crimes climatiques qui se préparent. À la mobilisation de masse en construction de ne pas les laisser faire!

BIEN DIT

Nous ne sommes pas des victimes, nous sommes des artistes. Je leur ai dit: «De quoi avez-vous peur? De femmes et d'hommes qui font de la musique?»

DÉLIA ROMANÈS, du cirque tzigane du même nom basé à Paris, s'adressant aux racistes qui manifestent et attaquent régulièrement son cirque (propos cités par *Ouest France* du lundi 9 novembre)

À la Une

Le Medef ordonne, le gouvernement exécute

«Continue Emmanuel», a lancé Manuel Valls sur Europe 1. Il y a quelques mois, c'était Christine Lagarde, ex-ministre de Sarkozy et directrice générale du FMI, qui lançait qu'il faudrait d'autres lois Macron. Et Macron de présenter lundi 9 novembre les grandes lignes de sa nouvelle loi. Une nouvelle étape dans une offensive globale contre les garanties collectives.

En début d'année, les lois Macron I et Rebsamen avaient marqué une première offensive coordonnée de démantèlement des droits sociaux, succédant à la réforme des retraites du début 2014 qui avait modifié le nombre des trimestres nécessaires pour une retraite à taux plein. Ce «succès» engrangé, la lutte unie du gouvernement et du patronat continue, et continuera en 2016.

Code du travail, retraites, chômeurs...

Il y a d'abord le chantier de la réforme du code du travail initié par le rapport Combrexelle: l'assouplissement du droit du travail est supposé avoir la vertu miraculeuse de créer des emplois car, comme l'a déclaré Gattaz, le dirigeant du Medef, «Le CDI est (...) très anxigène. Il faut absolument faire (en sorte) qu'[il] soit beaucoup plus sécurisé». Quand ces gens parlent de sécurité, il faut en fait entendre moins de droits (donc moins de sécurité) pour les salariés. En novembre 2014, François Hollande avait déclaré qu'«aujourd'hui l'âge de la retraite c'est 62 ans, en 2030, ce sera 63 ans». Un lapsus (il s'était mélangé avec le nombre de trimestres) tout à fait révélateur, comme le montre l'accord sur les retraites complémentaires signé fin octobre entre le patronat et les organisations syndicales à sa botte (CFDT, CGC, CFTC). En effet, au nom de la sauvegarde des régimes Arco et Agirc, et sous l'étiquette attrayante de «liberté de choix», est introduit un bonus-malus: à partir du 1^{er} janvier 2019, quiconque atteindra l'âge légal de départ à la



retraite (62 ans) et la durée de cotisation requise pour une retraite à taux plein du régime de base devra patienter au moins un an de plus. Sinon, c'est le malus, une décote de 10%. De plus, pendant trois ans (pour l'instant), dès 2016, la revalorisation des pensions sera de 1% inférieure à la hausse des prix. Enfin, une hausse des cotisations des salariés est programmée (le patronat a obtenu que la hausse de sa quote-part soit compensée par une baisse équivalente de sa cotisation accidents du travail-maladies professionnelles). Avec ces mesures, le report de l'âge légal à 63 ans est clairement en marche.

Les droits des chômeurs sont aussi dans le collimateur. La dernière convention d'assurance chômage a été signée en mai 2014. Sans attendre la prochaine, des mesures de contrôle supplémentaires sont entrées en vigueur tandis qu'une action de persuasion est menée pour convaincre les inscrits à Pôle emploi qui travaillent, mais qui souhaitent

changer d'emploi ou dont le contrat est précaire, de changer de catégorie d'inscription... ce qui permet de dégonfler les chiffres!

Macron II: le travailleur en tranches...

Lundi 9 a été officiellement annoncé le «Macron II», la loi sur les «nouvelles opportunités économiques» («Noé»). Dans son intervention, Macron a été peu précis: il s'agirait de permettre à chacun de «trouver sa place» dans la «transformation» numérique. Comme la loi Macron I, le nouveau texte du ministre de l'Économie traitera d'une multiplicité de sujets: financement des entreprises, marché du travail, formation, mais aussi «modernisation» (c'est-à-dire libéralisation), dans des secteurs comme la santé, les médias, l'exercice de certains métiers. La fiscalité sera impactée, notamment pour développer «une forme de fonds de pension à la française». Nouveau coup de canif aux 35 heures: les possibilités de

forfait-jour pourraient être élargies. Macron a évoqué un assouplissement des qualifications nécessaires pour exercer certains métiers du bâtiment ou de l'artisanat. Il a dit aussi vouloir faciliter l'entrepreneuriat individuel qui correspondrait à une large aspiration: beaucoup de gens ne voulant pas être salariés devraient avoir la liberté de ne pas l'être, ou de pouvoir cumuler plusieurs statuts... Comme si cela n'existait pas déjà et n'avait aucun rapport avec le chômage, le temps partiel contraint, et les faibles salaires... Et tout le monde ne développe pas des applications internet à ses moments perdus.

Pour l'instant, tout cela reste vague: les mesures concrètes seront annoncées mi-décembre – après les régionales – et le texte bouclé en janvier. Mais le projet bénéficie sans attendre d'une communication large sur Twitter, avec le hashtag #noé. Le travailleur en tranches serait donc l'idéal du futur: avec plusieurs boulots, salariés ou non, avec des contraintes horaires multiples, et au détriment de la vie familiale. En fait, ce discours prétendument moderne cache l'antienne habituelle: le monde change, il faut s'adapter ou mourir. Avec ici du piment supplémentaire: un déterminisme sauce Macron & patrons qui voit dans le numérique l'architecte incontournable de la société de l'avenir.

Il n'y a pas de déterminisme des forces productives, c'est bien la lutte des classes qui modèlera le visage du futur, même avec le numérique. Et dans cette lutte, Macron, Valls, Hollande et le PS ont choisi leur camp: laquais des patrons!

Henri Wilno

GRÈCE

Vers un automne chaud?

Il y a quelque chose de pathétique à voir Tsipras multiplier cette semaine les sourires à Moscovici, venu «en ami de la Grèce»... rappeler que si le gouvernement grec voulait voir le versement de deux milliards d'euros, il devait très vite avancer sur quelques dossiers, en particulier celui des propriétaires de logement ne pouvant rembourser leur emprunt.

Mais pendant ce temps, la colère grandit dans la population: même si ce gouvernement a été réélu pour ne pas revoir au pouvoir la droite et le Pasok, la confiance n'est plus là, et le fait que le gouvernement s'enfoncé chaque jour davantage dans une gestion assumée des affaires du capital commence à libérer bien des travailleurEs de la gêne à se battre contre le gouvernement de Syriza. Il va de soi que les promesses de Tsipras de «neutraliser» l'application

du memorandum ne sont que du vent, et la misère continue, avec des perspectives de hausse du chômage.

Nouvelles mobilisations

Face à cela, la riposte commence à s'organiser, avec bien des difficultés. Et cette semaine ont eu lieu de prometteuses mobilisations. La première, c'est celle des travailleurs des ports, promis à la privatisation, avec une perspective de réduction des emplois qui pourrait atteindre 50%! À l'appel de leurs syndicats,

des milliers de travailleurEs de tous les ports de Grèce se sont lancés dans une grève reconduite sur 4 jours, et stoppée sur manœuvre bureaucratique de PAME, le courant syndical du KKE qui, malgré sa forte implantation dans ce secteur, n'arrivait pas à contrôler la mobilisation.

Autre forte mobilisation cette semaine, celles de la jeunesse scolarisée, avec lundi 2 novembre le retour des lycéenEs sur le pavé de plusieurs villes du pays pour réclamer, comme sous la droite, la gratuité de l'éducation,

des manuels, et la nomination des enseignants nécessaires (des milliers de postes sont non pourvus). Défense de Filis, le nouveau ministre: c'est un héritage des gouvernements précédents... Un discours bien connu qui n'a pas convaincu: des dizaines d'établissements ont été occupés, malgré les menaces de poursuites pénales (des lois de droite pas abrogées par Syriza). Dans les revendications, à côté de la dénonciation des nouveaux examens de fin de lycée figure celle du refus que des mécènes puissent faire

Un monde à changer

FURIE DE DÉRÈGLEMENTATION. Les lois Macron ou Rebsamen, ce ne sont pas seulement des discussions de principe ou même des alertes sur les risques du transports routiers. Ce sont d'ores et déjà des conséquences concrètes pour les « vrais gens » au travail ou aspirant à en trouver un.

D'abord les personnes handicapées, dont le chômage a fortement augmenté ces dernières années. En principe, un quota de 6% de personnes handicapées s'applique à toutes les entreprises de plus de 20 salariéEs et aux administrations... mais la loi Macron contient deux dispositions qui vont permettre aux entreprises de comptabiliser des travailleurs handicapés tout en ne les gardant que très peu de temps. Pour atteindre les fameux 6%, il sera en effet désormais possible d'accueillir des travailleurs handicapés en « période de mise en situation en milieu professionnel » pendant un mois. Et ils ne seront pas rémunérés par l'entreprise... Un autre article de la loi Macron autorise également les entreprises à

compter dans leur obligation de 6% les « parcours de découverte » des jeunes élèves en situation de handicap de moins de 16 ans. Ces deux dispositions conjuguées risquent d'atténuer fortement pour certaines entreprises l'impact des 6%.

Autre population concernée par une réglementation assouplie, les jeunes au travail dans le cadre de leur formation. Apprentis, élèves de lycées professionnels, stagiaires : environ un million de jeunes entre 14 et 17 ans travaillent régulièrement ou ponctuellement. Alors qu'ils sont présents dans des secteurs à risque (construction, restauration, garages, etc.) et soumis à des expositions, y compris de produits cancérigènes, l'inspection du travail ou la médecine scolaire ont de moins en moins les moyens de les suivre correctement. Il y a encore quelques mois, pour être confiés à des mineurs, certains types de travaux dits « réglementés » devaient obtenir une autorisation préalable de l'inspection du travail. Cette disposition dénoncée par le patronat a été assouplie par la loi Rebsamen...

MOBILISATION **Les migrantEs vous disent « bienvenue » !**

Si elle était cotée en bourse, elle ne vaudrait rien, la dignité. Parce que la dignité ça ne s'achète pas, ça se gagne. C'est pour ça que, sur la place de la République à Paris, au milieu d'un cercle, des migrantEs se sont mis à danser ce vendredi 6 novembre.

La raison semble dérisoire : des bâches et quelques tentes viennent d'être réinstallées. Mais c'était une victoire de la détermination, une victoire gagnée sur les autorités, sur l'humiliation et le harcèlement des derniers jours. Ils avaient fait appel à la solidarité et nous étions plusieurs centaines. Alors, malgré la vingtaine de cars de CRS prêts à intervenir, ils l'ont fait et le pouvoir a plié. Alors ils ont dansé.

La maison va brûler

Il n'y aura pas de demi-mesure entre l'accueil ou le racisme. Il n'y a pas qu'à Calais que l'extrême droite passe à l'action. Samedi 7 novembre, une quarantaine de membres des Identitaires ont investi un centre d'hébergement à Triel-sur-Seine (78) dans les Yvelines. À Nantes (44), des cocktails molotov ont été balancés dans un squat occupé par des réfugiés. Autour de la question des migrants, c'est toute l'évolution de notre société qui se joue. À Paris, ce même samedi, le cirque Romanès avait appelé à un rassemblement de solidarité contre les menaces de l'extrême droite.

Le pouvoir aura beau dénoncer – mollement – les fascistes, il leur ouvre la voie. À Triel, les migrants avaient décidé de lancer une grève de la faim ce même samedi autour des conditions d'hébergement mais surtout de leurs demandes de régularisation. L'Ofi (Office français de l'immigration) était certes passé... mais pour leur parler d'aide au retour dans leur pays. Et à Saint-Denis (93) ce lundi, un rassemblement se tenait devant un centre où une dizaine de migrants devaient être remis à la rue.

Lutter, ensemble

Ce qui a changé ces derniers mois, ce n'est pas la condition des migrantEs, c'est que cette condition est devenue visible quand ils et elles se sont rassemblés dans des lieux publics pour demander à être reconnus. À chaque

fois, la première réponse du pouvoir a été la répression. Mais à chaque fois que cette visibilité a permis de cristalliser un soutien plus large, le pouvoir a dû reculer. Cela n'a pas changé sa logique politique d'ensemble, mais



des milliers de places d'hébergement ont été, comme par miracle, ouvertes. Les migrantEs qui ont découvert la réalité du « pays des droits de l'homme » ont aussi commencé à épeler l'alphabet de la lutte pour les droits. Et cet alphabet permet de commencer à l'écrire aussi dans les centres. C'est ainsi que des domicilia-tions immédiates ont été gagnées à Joinville ou Pernéty, ainsi que l'amélioration des conditions à Place de Clichy ou Triel.

MigrantEs pour touTEs !

Ce lundi 9 novembre, le DAL a démonté ses tentes à République. Après le rassemblement de vendredi dernier, les autorités ont entamé les négociations, et après trois mois de silence, celles-ci ont abouti en 2 jours ! Preuve, s'il fallait, que la solidarité avec les migrants ne se fait pas au détriment des autres sans-abri, mais leur bénéficie. L'inverse est aussi vrai : le campement du DAL était une protection pour les migrants de la place de la République. et le faire partir la condition pour « régler » le cas des migrantEs. La seule leçon à en tirer : élargir la lutte. Chaque collectif de sans-papiers, chaque centre d'hébergement de réfugiés, chaque campement qui naît, doivent devenir des bastions de lutte et de solidarité, de résistance au racisme, au fascisme, conditions pour gagner l'accueil des migrantEs ; des instruments pour lancer une reconquête de nos quartiers et de toute la société. Beaucoup de choses en jeu. Mais aussi notre dignité.

Denis Godard

leur entrée dans le financement des écoles publiques. Au côté des lycéens, on pouvait voir de nombreux parents et enseignants (OLME, le syndicat du secondaire, avait décidé d'un arrêt de travail). Et ce jeudi 5 novembre, les étudiantEs ont pris le relais, avec à Athènes une manifestation appelée par 22 syndicats des universités locales, et des milliers d'étudiantEs dans les rues, pour revendiquer une éducation publique gratuite et la fin des coupes dans les budgets des universités. Parmi les mots d'ordre, « La formation n'est pas une conserve à vendre, les étudiants ne sont pas des clients ! » À Thessalonique, la manifestation s'est aussi tournée contre le maire, Boutaris, qui verrait bien des frais d'inscription de 500 euros !

Vers la grève générale du 12 novembre

Si on rajoute plusieurs manifestations antifascistes, on voit que la semaine a été riche. Mais il faut à ce sujet souligner deux points : d'abord le fait que

les nazis tentent de relever la tête, une tête qu'ils avaient quelque peu baissée ces derniers mois. Lors d'un rassemblement en mémoire des crimes contre les Grecs du Pont (entre 1916 et 1923, au moins 360 000 Grecs de cette région ont été massacrés par les Turcs), les nazis sont arrivés en force, confisquant le rassemblement et s'en prenant à des députés présents. Et évidemment, c'est sur le terrain du racisme antirépublicain que les nazis tentent aussi de réapparaître, mais l'organisation de la solidarité – la gauche radicale et révolutionnaire est très engagée dans ce qui est une bataille de longue haleine – est pour l'heure la plus forte. Parmi les revendications les plus souvent avancées, faire tomber le mur de fer construit par la droite sur le fleuve Evros, frontière avec la Turquie. Signe des temps : cette semaine, Tsipras, qui défendait ce mot d'ordre avec Syriza, a docement expliqué qu'en fait, on ne peut pas demander cela et que ceux qui le demandent manquent de connaissances sur la question...

Quoi qu'il en soit, la semaine passée a créé un climat qui permettra – peut-on espérer – que la grève générale de ce jeudi 12 novembre soit une réussite. Il y a plusieurs enjeux : relance des mobilisations ouvrières unitaires ; positionnement du courant syndical META lié à Syriza ; possibilité pour les syndicats de base d'avancer dans une coordination permanente, posant en

même temps la question du « syndicalisme officiel » en Grèce (GSEE, la confédération du privé, est toujours dirigée par le Pasok). Mais bien évidemment, l'enjeu principal reste de s'opposer massivement dans la rue à un gouvernement Syriza aujourd'hui en charge de la stricte application des mémorandums. Et de préparer la suite.

D'Athènes, A. Sartzekis



Jeudi 5 novembre, les étudiantEs dans les rues d'Athènes contre l'austérité. DR

Le chiffre 100 millions

C'est, d'après la Banque mondiale, le nombre de pauvres supplémentaires que le dérèglement climatique va créer d'ici 2030. Les pauvres sont déjà les plus touchés, et cela devrait continuer du fait de la flambée des prix alimentaires (surtout en Afrique) et de l'expansion de certaines maladies (comme le paludisme). Toujours selon le rapport, il faudrait non seulement ralentir la hausse des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi des mesures sociales (comme le renforcement de la protection sociale).



Agenda

Samedi 14 novembre, réunion publique du NPA sur le climat, Nîmes. À 10h30 au 6 rue Beaucaire.

Mardi 17 novembre, rencontre de La Brèche, Paris. La Palestine des ONG avec l'auteur, Julien Salingue, à 19h à la librairie La Brèche.

Mercredi 18 novembre, réunion débat sur le climat, Paris. Organisé par Pour l'émancipation, avec Juliette Rousseau, Christine Poupin et Razmig Keucheyan, à 19h au 21ter rue Voltaire, Paris 11^e.

Jeudi 19 novembre, réunion publique du NPA, Châteauroux. Avec Philippe Poutou, à 19h salle Barbara, rue de Bourgogne.

Vendredi 20 novembre, réunion publique du NPA sur le climat, Strasbourg. Avec Christine Poupin, à 20h à la Maison des syndicats, 1 rue Sédillot.

Vendredi 20 novembre, réunion publique du NPA sur le capitalisme vert, Bourg-en-Bresse. Avec Michel Husson, économiste, à 20h salle Olympe-de-Gouges, 1 rue Pierre-Sémard.

NO COMMENT

C'est dans « Annie Hall » que Woody Allen développe le concept californien de LVS – la ligne visible du slip. Mercredi, Najat Vallaud-Belkacem l'a réactualisé en LVS 2 – ligne visible du soutien. Une stratégie de communication vieille comme le monde – le rouge à lèvres et les pendentifs aux oreilles arborés par Mme Vallaud-Belkacem avaient ce mardi lors des questions au gouvernement à l'Assemblée, la même fonction écran de fumée –, mais inédite devant la représentation nationale.

JEAN-PAUL BRIGHELLI, dans son édito du Point du 6 novembre, et par ailleurs délégué national à l'instruction publique du parti Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



NOTRE-DAME-DES-LANDES

De l'illusion à la répression

C'est par un petit appel d'offres pour un débroussaillage que le gouvernement Valls a mis le feu à la Zad de Notre-Dame-des-Landes...

« Il n'y avait aucune obligation juridique à lancer ces démarches à ce moment précis, explique un avocat des opposants. L'objectif pour les pouvoirs publics est de dire que les travaux ne sont pas gelés et que l'aéroport n'est pas abandonné. » Le Premier ministre voudrait siffler la fin de la partie à Notre-Dame-des-Landes en décrétant unilatéralement la fin de l'accord politique (et non juridique...) arraché par les grévistes de la faim en 2012. Le candidat Hollande avait alors temporisé en suspendant les travaux jusqu'à « la fin des recours juridiques ». Trêve rompue en février 2014 par la répression féroce d'une manifestation à Nantes, et plus récemment par des avis d'expulsion sur la Zad. Une fenêtre de tir s'ouvre en effet pour le gouvernement en janvier prochain, après les élections régionales, pour une opération d'expulsion massive. Est-ce pour autant un prélude au début des travaux du futur aéroport? Rien n'est moins sûr.

La répression comme seule politique

L'enjeu n'est pas tant l'aéroport que ce qu'il représente: d'abord l'illusion d'un développement économique régional et de prétendues créations d'emplois. Illusion bien nécessaire au vu du bilan désastreux du gouvernement et de finances nationales et locales exsangues. Ensuite, parce que la vaste solidarité qui s'est développée autour de l'occupation de la Zad lui est insupportable. L'État ne peut admettre qu'un territoire lui échappe en partie, échappe à ses appendices locaux (des « collectivités locales » si peu démocratiques), échappe aux capitalistes intéressés par la construction de l'aéroport, échappe à ses flics.

Autour de Notre-Dame-des-Landes, l'État n'a plus aucune légitimité démocratique, économique: il ne lui reste que la force. La répression est sa seule politique. Si le gouvernement intervient à Notre-Dame-des-Landes, ce sera avant tout pour expulser la Zad, pas pour construire un aéroport dont personne n'a besoin.

Mais ce ne sont pas les attaques juridiques, policières et politiques, qui viendront à bout de résistances construites depuis plus de 40 ans et de la conviction profonde que le mouvement résistera par tous les moyens et jusqu'au bout. Le mouvement contre l'aéroport n'est jamais aussi uni que lorsque le gouvernement l'agresse. Il est prêt depuis longtemps à défendre la Zad, et les premières assemblées suite aux déclarations de Valls ont été massives.

Cap sur la COP21: en convoi au Bourget

Illusionniste, le gouvernement l'est aussi sur l'environnement. Sa nouvelle provocation a au moins le mérite de mettre au grand jour que la grand-messe de la COP21 est une mascarade. Les manifestations de novembre-décembre pour la contester s'annoncent massives. Il se cherche d'ores et déjà un ennemi acceptable: ses opposants les plus radicaux. D'où les articles de presse de commande sur des « black-blocks » qui « s'entraîneraient » à Pont-de-Buis (29) avant de déferler sur la capitale... On annonce déjà des contrôles aux frontières, on se prépare peut-être à faire dégénérer les manifestations, pour mieux intervenir ensuite sur la Zad.

Mais le mouvement contre l'aéroport n'est pas dupe: c'est dans l'unité la plus large (30 comités de soutien, associations, syndicats et partis, dont le NPA) qu'il mettra le cap sur la COP21. Un convoi de tracteurs et de vélos partira le 21 novembre de Notre-Dame-des-Landes pour rejoindre Paris en même temps que d'autres marches, cela à la veille des manifestations du 29 novembre.

Bertrand Achel

Cap sur la COP21: <http://marchesurlacop.noblogs.org/>



À un mois des élections régionales qui promettent d'être calamiteuses pour le gouvernement PS, le ministre de l'Intérieur ne pouvait faire moins qu'afficher sa « détermination à régler rapidement » le scandale humanitaire que représente la « jungle de Calais ». Comme il fallait s'y attendre, c'est par la répression, la dissuasion et l'insubordination des migrantEs, qu'il prétend y arriver.

Remplir les centres

Faire du chiffre semble être la seule préoccupation des autorités. À grand renfort de flics en tout genre postés à l'entrée du tunnel, le nombre d'intrusions en un mois serait passé de 1000 à 300 par nuit. 600 personnes ont été conduites dans les centres de rétention administrative (CRA) de façon parfaitement illégale. Les migrantEs fuyant les zones de guerre ne pouvant être expulsés vers leur pays d'origine, les juges des libertés ordonnent le plus souvent leur libération.

Loin d'être dissuasifs comme l'aurait souhaité le gouvernement, ces éloignements n'empêchent nullement les migrantEs de parcourir plusieurs centaines de kilomètres pour tenter le passage vers l'Angleterre. Les centres d'hébergement quant à eux ne s'engagent que sur un séjour maximum de deux mois. D'inégal accueil, certains sont des taudis, d'autres de vraies prisons contrôlées par des vigiles, cela sans qu'aucune aide ne soit apportée pour effectuer les démarches administratives en vue d'une régularisation. Les résidents n'en peuvent plus et certains recourent à des grèves de la faim pour protester.

CALAIS Pas d'« humanité », toujours plus de « fermeté »

En quelques jours, près de 1500 migrantEs résidant dans la « jungle de Calais », manipulés comme des objets, ont été dispersés dans toute la France, par avions privés, par bus et par trains. Le fameux plan Cazeneuve, qui devait allier « humanité et fermeté », se révèle n'être qu'une basse opération de police parfaitement illégale traitée à une échelle de masse.



La jungle, l'accueil version République française... DR

Police partout!

Mais ces mesures d'éloignement ne suffisent pas au pouvoir. Il envoie régulièrement ses chiens pour terroriser toute la population, comme cela fut encore le cas dans la nuit du 3 au 4 novembre où une pluie de grenades lacrymogènes s'est abattue sur la « jungle » pendant plus de deux heures, occasionnant des débuts d'incendie des tentes. La situation sanitaire sur place est tellement dégradée que Médecins

du monde, avec le soutien de la CIMADE et de la LDH, a déposé une plainte pour maltraitance devant le tribunal administratif de Lille. Ce dernier a donné raison aux associations, et enjoint les pouvoirs publics de mettre en œuvre d'urgence des mesures d'hygiène élémentaires.

Les fascistes à l'offensive

Les agressions contre les migrantEs se multiplient. Triel (78),

Nantes (44), Paris, et Calais. La préfecture a scandaleusement autorisé à Calais une manifestation du mouvement islamophobe et raciste Pegida. Encadrés par les identitaires de Lille, les quelques dizaines de manifestants ont déversé pendant deux heures dans le centre de Calais des propos racistes, s'en prenant aux passants qui exprimaient leur désaccord: « ta gueule, sale négresse! », « bougnoule! »... Des propos extrémistes minoritaires? Pas si sûr, les digues sont rompues et une Marion Maréchal (nous voilà) Le Pen peut déclarer: « Que les migrants retournent en Musulmanie »...

Préparer la riposte

Gouvernement, flics et fachos, mettent directement en danger la vie des migrants. Le rapport de forces est pour l'instant loin d'être à la hauteur de nos responsabilités. Les anticapitalistes préparent activement la manifestation unitaire du dimanche 22 novembre afin d'en faire un succès qui permettrait de pouvoir envisager une initiative de rue à Calais même... Une nécessité. **Alain Pojolat**

Quoi qu'il dise ou qu'il fasse Sarkozy patine dans les sondages et est toujours au coude à coude avec

Juppé. Alors, pour prouver qu'il est le meilleur candidat de la droite face au FN en vue des élections présidentielles de 2017, il réactive lors d'une journée de travail des Républicains son thème de prédilection, le sécuritaire, en lançant son « plan sécurité ».

Sarkozy a donc entonné l'éternelle rengaine de la droite en matière d'ordre et de sécurité: « Il n'y a plus d'autorité dans le pays. L'affaiblissement de l'État et de son autorité est une réalité ». Il entend donc « recentrer gendarmes et policiers sur leur cœur de métier », cela dans un « grand ministère de la sécurité publique » qui regrouperait également les douanes et l'administration pénitentiaire. Bien évidemment, comme tout candidat en campagne même pour de simples primaires, Sarkozy promet la main sur le cœur qu'ils seraient les seuls épargnés par la réduction des effectifs publics s'il était élu en 2017, oubliant au passage de rappeler que, sous son quinquennat, il avait supprimé plus de 13 000 postes dans ces différentes catégories de fonctionnaires.

Pour dégrader les policiers de leurs fonctions « annexes », comme les tâches administratives, Sarkozy veut privatiser. Il propose ainsi que les contrôles de vitesse soient faits par le personnel d'autoroutes. Il entend également confier aux maires de nouveaux pouvoirs de police, pour par exemple permettre aux polices municipales qui seront évidemment armées comme à

SARKOZY Le plagiat

Alors qu'il a du mal à convaincre en interne mais aussi à l'extérieur de son parti, pour relancer sa campagne, Sarkozy ne cesse de s'ultra-droitiser, poursuivant sa course derrière les thèmes fétiches de l'extrême droite. Ses dernières annonces sur la sécurité donne le ton...

Béziers, des contrôles d'identité. Alors qu'il avait supprimé la police de proximité si chère au PS, il propose « des vigies de police » dans les quartiers les plus difficiles... Et comme il l'évoquait déjà en avril 2012, il annonce aussi une présomption d'innocence pour les policiers et les gendarmes...

Droit à la bavure

Mais ce n'est pas tout. En matière de « lutte contre le terrorisme », chaque Français partant faire le jihad aura le droit à de la prison ferme et la consultation d'un site « djihadiste » sera considérée comme un délit. Face à la « recrudescence » de la délinquance et surtout aux aménagements des peines qui laisseraient les « délinquants » dehors, il propose la construction de 20 000 places de prison supplémentaires. Cela sans parler de la réintroduction des peines plancher, la fin de l'examen de liberté conditionnelle avant l'exécution des deux tiers de la peine, et la comparution immédiate pour les mineurs de plus de 16 ans. Pas sûr qu'avec un tel programme destiné à remplir les prisons, les 20 000 places promises suffisent... Depuis des mois, Sarkozy chasse donc sur les terres du FN. Que ce soit sur les questions « sociales »,

SARKOZY RÊVE D'UN SUPER MINISTÈRE

POUR TOUS VOUS ENVOYER DANS UNE SUPER PRISON!



CHARMAG

l'immigration ou la sécurité, il nous refait la campagne Buisson de 2012, proposant, par exemple, la présomption de légitime défense pour les flics et les gendarmes aboutissant sans aucun doute à une sorte de droit à la bavure. Il reprend ainsi une nouvelle fois une proposition de Marine Le Pen. La droitisation à outrance de Sarkozy n'est pas sans risque pour ce

dernier: il prend des risques à trop s'éloigner du centre-droit, voire du centre-gauche qu'il voudrait séduire, et en copiant Marine Le Pen, compte tenu de son déficit de crédibilité aux yeux de biens des électeurs des classes populaires tentés par le vote FN, Sarkozy les pousse, de fait, à préférer l'original à la copie.

Sandra Demarcq

MAROC Vers un nouveau cycle de mobilisations populaires ?

Les prémisses d'un réveil social au Maroc se confirment. Tout au long des deux derniers mois, un important mouvement d'étudiants en médecine a su imposer au gouvernement l'annulation d'un projet de loi de « service civil obligatoire » qui visait, à l'issue de leurs études et au nom de la problématique du désert médical dans le « Maroc inutile », à les faire travailler comme stagiaires pendant deux ans, sans pour autant leur offrir de garantie d'embauche définitive dans la fonction publique.



Les étudiants en médecine font reculer le pouvoir. DR

Dans un Maroc inféodé aux directives du FMI, la politique du gouvernement en matière de santé vise l'introduction du CDD comme norme contractuelle à l'hôpital et à favoriser des emplois précaires dans le privé.

Une victoire qui fait des émules

Le message des étudiants a été clair : nécessité d'une politique de santé publique permettant la construction d'infrastructures médicales équipées sur l'ensemble du territoire, à contre-courant d'un gouvernement dont la seule doxa consiste en la restriction budgétaire et les privatisations sauvages.

Construite sur le modèle d'agoras militantes et de coordinations nationales, la mobilisation a construit un mouvement de sympathie populaire dans le contexte général de ruine des institutions sanitaires au Maroc. Elle a aussi pu rallier les autres composantes du secteur, internes et résidents en tête, qui ont entamé une grève illimitée, et ainsi imposer, malgré les manœuvres et la répression, un rapport de forces et, *in fine*, obtenir victoire et retrait du projet de loi.

La réussite du mouvement a fait des émules. Les professeurs en formation se mobilisent contre la dissociation formation/embauche et cherchent

à regrouper dans une coordination tous les précaires des centres de formation. Un rendez-vous national est déjà prévu, et la mobilisation s'avère déterminée et massive. À leur tour, les diplômés chômeurs ont pu réaliser un front uni de tous les cadres de luttes et catégories de diplômés et préparent une mobilisation centrale pour début décembre.

Veolia-Amendis, dégage !

Autre mouvement social d'ampleur majeure, celui des habitants de Tanger réclamant le départ d'Amendis, filiale de Veolia qui gère le réseau d'eau et d'électricité de la région depuis 2002 et y applique une politique tarifaire qui relève de la prédation. Institution officielle, même la Cour des comptes a révélé les pratiques néolibérales et néocoloniales de Veolia-Amendis : des centaines de projets facturés sans être réalisés, absence de transparence dans la gestion, distribution anticipée des dividendes, frais abusifs non contractualisés, tarifs sans lien avec la consommation réelle (logements de 45 m² mensualisés à 180 euros)... Pratiquement, la mobilisation a combiné le boycott de l'électricité, dans les quartiers populaires de la ville, et des manifestations convergentes vers le centre armées de bougies. Devant

la force de la mobilisation, le pouvoir tergiverse, annonce des négociations « imminentes » et des mesurées destinées à étouffer le mouvement, tout en accusant de *fitna* (sédition) la résistance populaire.

Face à un dosage gouvernemental de répression violente et d'éléments de langage néolibéraux (la rupture du contrat liant Amendis à la ville de Tanger coûterait 400 millions d'euros à la municipalité et réduirait l'attractivité du pays vis-à-vis des investisseurs étrangers attendus comme des messies...), c'est tout le nord du pays qui a rejoint le mouvement, et des appels similaires ont lieu dans plusieurs villes avec un seul mot d'ordre : dégagez !

Le pouvoir sur la défensive

Ici comme ailleurs, la force de la mobilisation découle de décennies de gestion néolibérale et de retrait de l'État de ses missions de service public, car totalement soumis aux prédateurs capitalistes locaux et internationaux. Nés pour l'essentiel à l'extérieur des organisations politiques traditionnelles, elles témoignent de la recherche de nouvelles formes de luttes par le bas, contre toute forme d'austérité, de domination des uns par les autres et de mondialisation capitaliste. En remettant la question de la justice sociale et des services publics au centre des débats, elles mettent sur la défensive le pouvoir qui cherche à tout prix à éviter une explosion populaire en gestation. Elles sont les prémisses d'un nouveau cycle de mobilisation et d'organisation populaire où l'urgence sociale est le vecteur des luttes politiques à venir. Pour ces luttes sociales, la solidarité militante internationale est cruciale. Car, face à un système de domination internationalisé, seule une résistance par-delà les frontières est possible.

Chawqui Lotfi et Hamza Esmili (Association Autre Maroc)



Le monde en bref

Rwanda La France en accusation

L'association Survie a déposé le 2 novembre une plainte contre X visant la France complice du génocide contre les Tutsis (près d'un million de morts d'avril à juillet 1994) en livrant des armes au régime rwandais début 1994. Plusieurs documents et déclarations étayent cette plainte. Il n'y a pas de faits nouveaux, mais il existe suffisamment d'éléments convergents pour aller devant la justice pour que le rôle criminel de la France soit reconnu.



21 ans après l'horreur, la France toujours pas condamnée... DR

Officiellement, les soldats français avaient quitté le Rwanda fin décembre 1993, après plusieurs années de soutien militaire au régime du président Juvénal Habyarimana (formation et équipement en armes des troupes gouvernementales). Mais depuis cette période, une poignée de documents, ainsi que les témoignages de trois ministres français, montrent que des livraisons d'armes ont bel et bien eu lieu au profit des forces qui ont participé au génocide courant 1994. Pour étayer sa plainte, Survie s'appuie entre autre sur un rapport de la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) du 22 janvier 1994 qui décrit le contenu d'un avion-cargo provenant de France, avec à son bord des munitions pour mortiers. Il y a aussi les propos de Bernard Kouchner qui, lors des commémorations du 20^e anniversaire du génocide, a assuré que « le gouvernement génocidaire a été formé dans l'enceinte de l'ambassade de France en avril 1994. Paris lui a livré des armes jusqu'en août 1994 ». La plainte de l'association Survie vise à mettre la politique de la France en accusation sur des faits connus à partir de différents documents et déclarations qui témoignent de sa complicité. Consciente du génocide en préparation, elle a livré des armes aux forces gouvernementales jusqu'au déclenchement des massacres et après, y compris en violation de l'embargo des Nations unies décidé le 17 mai 1994.

Guadeloupe Justice coloniale

Le 3 novembre, la CGT Guadeloupe a organisé une marche de protestation afin de dénoncer sa condamnation à 53 000 euros d'amende pour avoir écrit dans un tract que la famille Huyghues-Despointes « avait bâti sa fortune sur la traite négrière, l'économie de plantation et l'esclavage salarié ». C'est pourtant une vérité connue et reconnue. Vieille famille installée aux Antilles durant la période esclavagiste, elle a depuis fait prospérer sa fortune. Elle est l'archétype des « békés », ces descendants de planteurs, indemnisés à l'abolition de l'esclavage, gavés des subventions de la métropole ou de l'Union européenne, qui gardent la mainmise sur l'économie du pays, contrôlant la grande distribution, l'industrie sucrière ou rhumière, l'agriculture, et sachant tirer profit, par les monopoles qu'ils détiennent, de la vie chère. Elle fait partie des 500 plus grosses fortunes de France. Dans un reportage diffusé en février 2009 sur Canal + sur les descendants d'esclavagistes, Alain Huyghues-Despointes, chef du groupe familial, avait déploré que les historiens ne s'intéressent pas davantage aux « bons côtés de l'esclavage », expliquant : « Quand je vois des familles métissées avec des blancs et des Noirs, les enfants naissent de couleurs différentes, il n'y a pas d'harmonie. [...] Nous, on a voulu préserver la race. »

Le tract incriminé a été rédigé après l'annonce de 28 licenciements au sein de l'hypermarché Milenis, propriété du groupe Sophyper, dont la famille Huyghues-Despointes est actionnaire, de même qu'elle est propriétaire de plusieurs magasins aux Antilles et en Guyane. En prime de la condamnation de la CGTG, les défenseurs de l'esclavagisme ont obtenu le blocage des comptes bancaires du syndicat ainsi que de l'un des syndicalistes condamnés, laissant l'organisation sans un centime pour continuer ses activités. Comme le dénonce la CGTG, « les Despointes agissent pour le compte de l'ensemble du grand patronat : affaiblir la CGTG pour mieux s'en prendre aux travailleurs ». « Une insulte à la mémoire de tous les Guadeloupéens ».

INDONÉSIE Incendies : cachez cette fumée que je ne saurais voir

Des feux de forêt massifs ont perduré pendant plus de deux mois en Indonésie. Ces incendies ont créé d'immenses fumées et brouillards. Ils ont provoqué une pollution atmosphérique intense : un manque de visibilité et de graves problèmes respiratoires pour 500 000 personnes dans cinq provinces indonésiennes avec plusieurs dizaines de morts à ce jour, sans parler de l'impact sur la faune et la flore des forêts tropicales.

LA PRODUCTION D'HUILE DE PALME GAGNE DU TERRAIN



CHARMAG

plusieurs millions d'hectares. Il est à supposer que les transactions ne sont pas exemptes de corruption... Fin février, dans la province de Jambi dans le centre de Sumatra, un jeune membre de l'union des fermiers a été attaqué, battu et tué par les agents du service de sécurité d'une filiale de l'entreprise APP alors qu'il circulait en moto pour aller sur son champ de riz. Des conflits locaux violents sont nombreux en Indonésie à cause de l'attribution de concessions (minières, forestières, agricoles) par l'État à des entreprises privées sans respect des droits des communautés locales. Les responsables sont également les entreprises consommatrices des produits issues de la culture des palmiers mais également les investisseurs tels les banques, les fonds de pension ou de gestion d'actifs. Toutes celles qui affichent par ailleurs des comportements d'« entreprise socialement responsable »...
Christine Schneider

Le trafic aérien a été perturbé en Thaïlande et aux Philippines. Parce que la population des pays voisins a également été touchée, les incendies dans les îles de Sumatra et Kalimantan (Bornéo) ont créé des conflits diplomatiques avec la Malaisie et Singapour, par contre ceux de Papouasie occidentale sont restés dans l'ombre.

Ces feux sont utilisés par la culture sur brûlis pour défricher afin de laisser la place à la culture de palme pour l'huile et la pâte à papier. Les sols de tourbière sont drainés, et en s'enflammant sont la principale source des émissions de fumées et de carbone. Les responsables seraient les petits planteurs et les entreprises qui exploitent l'huile de palme. Il semblerait que la moitié des départs de feux l'aient été à l'intérieur des concessions des compagnies. Le géant indonésien du papier Asia Pulp and Paper se défend d'ailleurs d'être responsable sur son territoire. Dix entreprises et cent individus, dont des cadres de sociétés, seraient poursuivis par l'État indonésien.

Incendie criminel

Premier producteur de palmiers dans le monde, l'Indonésie produit 44 % de l'huile de palme. À Kalimantan, les dossiers de concessions foncières et forestières viennent de partir en fumée dans l'incendie criminel du bureau des finances et de l'économie de la région. À Sumatra, le gouvernement local a incité, et a lui-même vengé

«SIMPLIFIER, NÉGOCIER, SÉCURISER»?

Le titre du dossier de presse de la réforme du code du travail annoncée ce 4 novembre 2015 résume à lui seul le programme du gouvernement...



L'objectif de conciliation de classe est clairement assumé : «il s'agit d'instaurer dans notre pays une vraie culture de la négociation, de sortir des logiques d'affrontement». Pour le vernis social, le gouvernement explique qu'il faut adapter les protections des salariéEs aux mutations du marché du travail, comme si celles-ci n'étaient pas provoquées par ses propres lois facilitant précarité, flexibilité et licenciements... Pour cela, il faut en finir avec un code du travail, construit au gré des conquêtes et reculs de la classe ouvrière, comme la source première de limitation du pouvoir patronal ; achever la fin du principe de faveur voulant que les accords octroient des protections supplémentaires aux salariéEs ; brider les revendications par le recours multiplié à la négociation à froid.

Un moyen d'imposer les décisions patronales

Le gouvernement annonce une refonte totale du code du travail d'ici 2018, divisé en trois parties : – les dispositions «impératives» auxquelles aucun accord ne pourra déroger ; – les champs ouverts à la négociation de branche ou d'entreprise ; – les dispositions «supplétives» s'appliquant à défaut d'accord (et donc susceptibles de dérogation négociée). Le travail sera confié à une mission présidée par Robert Badinter, lequel se défendait pourtant cet été d'agir en service commandé lors de la publication du livre co-écrit avec Antoine Lyon-Caen... Le flou est entier sur le contenu des dispositions «impératives». Le gouvernement cite le SMIC et la durée légale du travail, mais seulement à titre d'exemple. Aucun verrou n'est véritablement posé, pas même sur la santé et la sécurité au travail.

Le gouvernement n'indique pas non plus que la réécriture se ferait à droit constant. Rien ne garantit donc que les dispositions «supplétives» reprennent d'actuelles dispositions protectrices. Enfin, la généralisation de l'accord dérogatoire combinée au chantage à l'emploi, donnera au patronat les coudées franches pour démanteler les protections sectorielles. La négociation sera de moins en moins une façon d'améliorer les

droits légaux, et de plus en plus un moyen d'imposer les décisions patronales.

Une première loi pour le début 2016

En définissant un programme sur deux ans (au lieu des quatre proposés par le rapport Combrexelle sur lequel il s'appuie), le gouvernement fixe la feuille de route de celui qui suivra en 2017, qu'il soit de gauche ou de droite. Pour donner des gages de sa bonne foi, il prévoit une première loi pour le début 2016, en cohérence avec le lancement du compte personnel d'activité. Celle-ci définira le «socle fondamental» du droit du travail (dont la forme et le contenu seront fixés par une formation restreinte de la mission Badinter) et des premières mesures sur la durée du travail, les repos et les congés : extension des heures complémentaires pour les temps partiels, abaissement de la majoration des heures supplémentaires par accord, durée maximale hebdomadaire de travail portée à 60 heures sur trois semaines sans autorisation administrative...

Pour le Medef, une «opportunité historique»

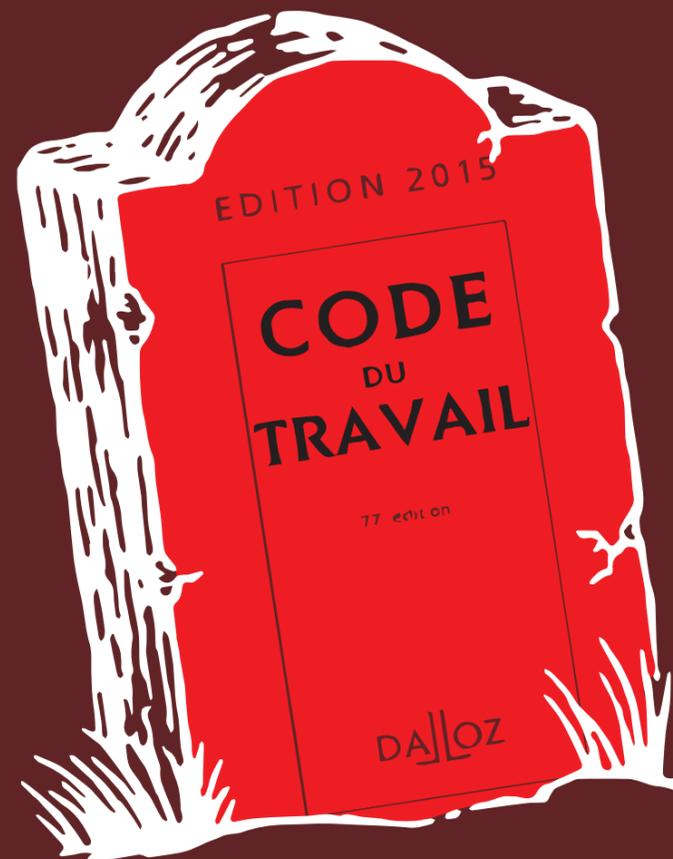
D'ici deux ans, le lobbying patronal sera intense. Le Medef presse déjà. Tout en saluant une «opportunité historique», il exige un champ de négociation collective le plus large possible, estimant que la loi prévue en 2016 ne va pas assez loin et demande la fin du CDI. La CGPME réclame la validation des accords par référendum et des garanties sur la négociation de branche (dont le nombre sera drastiquement réduit) afin de préserver les TPE/PME de toute présence syndicale. Car ce n'est pas la liberté de négocier à tout prix qui intéresse le patronat, mais bien la réduction des protections au minimum nécessaire à la reproduction du capital. La nouvelle architecture du code du travail est en parfaite adéquation avec cet objectif, et c'est pourquoi tout dialogue avec le gouvernement qui la met en œuvre est vaine. Ce sera l'un des enjeux de la bataille unitaire qui s'engage que de prouver que le code du travail n'est pas qu'un nombre de pages, mais que c'est bien la vie quotidienne des salariéEs qui va être bouleversée.

Comité Inspection du travail-Pôle emploi Ile-de-France

Depuis plus d'un siècle, le code du travail fixe certaines limites à la dictature patronale. C'est ainsi que les premières articles concernaient la limitation du temps de travail pour les femmes et les enfants et installaient un début de contrôle avec la création du corps des inspecteurs du travail. Les considérants de ces protections pouvaient être aussi ambigus que la préservation de la capacité de renouvellement de la population en vue des guerres ou la mise en place d'interlocuteurs «responsables» après le mouvement de juin 36. De la même façon, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, la nécessité d'un compromis historique avec le mouvement ouvrier était un argument de poids dans les concessions faites par le patronat en matière de protection sociale.

Le développement du chômage généré par les crises économiques qui se sont succédé depuis le milieu des années 70, la disparition de l'ennemi historique situé de l'autre côté du mur de Berlin ont créé les conditions de la dégradation du rapport de forces au profit des capitalistes. Dès lors, leur objectif est de graver dans le marbre d'un nouveau droit du travail cette dégradation, et de balayer tous les outils juridiques de résistance. Pour réussir dans cette entreprise réactionnaire, le patronat a, dans tous les pays, trouvé un allié de poids en la social-démocratie et une large partie du mouvement syndical. S'opposer à ce résistible mouvement est une nécessité urgente, qui nécessite à la fois de décortiquer les projets, de combattre ceux déjà mis en œuvre et de construire les mobilisations à venir. Tout l'objet de ce dossier.

Robert Pelletier



POURQUOI TANT DE HAÏ

RETOUR SUR TRENTE ANNÉES DE DÉCONSTRUCTION DU DROIT DU TRAVAIL

Les patrons et les gouvernement successifs ont patiemment détricoté les acquis du droit du travail, en essayant que cela se voit le moins possible, par une multiplicité de modifications successives.

Avec une logique globale, dans laquelle chaque modification, jugée mineure et ne remettant pas en cause les points essentiels, joue un rôle particulier. Comme l'écrivait le juriste Emmanuel Dockès en 2004 : «Ce qui de loin semble chaotique prend tout son sens observé de plus près, il ne s'agit pas de tremblements convulsifs, mais de raison. C'est bien au développement d'un nouvel art législatif auquel l'observateur du droit du travail assiste, à l'apparition d'une méthode... que l'on peut qualifier de "stroboscopique"». Les pouvoirs publics agissent en masquant le contenu réel des mesures prises, les grandes attaques contres les droits des salariés étant sectionnées en de multiples petits reculs, chacun étant présenté comme indolore et sans grande importance...

Le droit de l'entreprise...

Depuis 30 ans, la constance des réformes est, au nom de l'emploi, de s'attaquer aux maigres sécurités existantes. Le droit du travail devient petit à petit le droit de l'emploi,

de l'entreprise. La boucle est bouclée dans l'annonce du projet gouvernemental. Le code du travail n'est plus un code protégeant les salariés soumis au pouvoir patronal, mais aurait une double fonction : à la fois protéger les travailleurs et sécuriser les entreprises pour leur permettre de se développer ! L'évolution atteint un seuil : la remise en cause de ce qui constitue le sens même du code du travail. L'offensive vient de loin : en 2004 était rendu au ministre du Travail le «rapport De Virville» qui avançait déjà cette conception du droit du travail comme droit permettant le développement de l'entreprise, de l'emploi. D'un droit défendant les salariéEs, on veut passer à un droit qui permet aux employeurs, parce qu'ils possèdent le pouvoir dans la société et l'entreprise, de faire ce qu'ils veulent, à partir d'une idée simple : ce qui est bon pour le capitaliste est bon pour l'exploité !

Le «principe de faveur» détricoté

Le levier essentiel pour attaquer le droit du travail est la remise en

cause du «principe de faveur». C'est le principe qui règle la place du contrat de travail, de la négociation par rapport à la loi : l'accord de branche ne peut déroger à la loi que dans un sens plus favorable au salariéE, l'accord d'entreprise ne peut qu'être plus favorable à l'accord de branche, tous ne pouvant qu'améliorer le contrat de travail en faveur des salariéEs. Depuis 1982, ce principe a patiemment été détricoté pour la durée du travail. En 1982, le tabou saute à l'occasion de la loi des 39 heures. L'ordonnance crée la possibilité que le contingent annuel d'heures supplémentaires soit d'un volume supérieur à celui fixé par le décret, par un accord étendu¹. Cette exception très limitée s'est étendue : se sont multipliés les accords dérogatoires, de plus en plus faciles à conclure, sur des questions de plus en plus nombreuses.

La négociation comme arme patronale

Les lois Aubry élargissent les accords «dérogatoires», puis la

loi Fillon de mai 2004 inverse la logique : l'accord d'entreprise devient autonome. Ce n'est plus la dérogation qui est exceptionnelle, la loi prévoit que tout se négocie sauf ce que la loi a prévu qu'on ne pouvait négocier... En août 2008, la loi inverse les normes au profit de l'accord d'entreprise concernant le contingent d'heures supplémentaires, la répartition et l'aménagement des horaires. L'avantage pour les patrons et les gouvernants de cette démarche longue et complexe ? Au bout du compte, il est simple : lorsque l'on prévoit que les attaques contre les droits des salariéEs peuvent être décidées par la négociation, ce ne sont plus les patrons et le gouvernement qui sont responsables de la dégradation des conditions de vie et de travail, ce sont les «négociateurs», incluant les organisations syndicales... censées représenter les salariéEs.

Patrick Le Moal

¹ L'extension rend applicable par arrêté ministériel l'accord à tous les salariéEs des entreprises qui ne sont pas adhérentEs à l'une des organisations signataires.

À LIRE: LE CODE DU TRAVAIL EN SURSIS?

La dernière « note » de la Fondation Copernic¹, fondée en 1998 pour « remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers », s'attaque à l'analyse des projets en cours sur la réforme du code du travail.

Écrite avant les dernières annonces, cette « note » offre un bon instrument pour comprendre les logiques en cours, à partir du décorticage des propositions du rapport Combexelle qui a servi de base au travail du gouvernement. Elle veut dévoiler le subterfuge du « masque souriant du « consensus » et du « dialogue social » entre « partenaires sociaux », la « vampirisation de la loi par la négociation collective », et de dénoncer « la destruction non plus seulement des rythmes de travail et de vie, mais la destruction par accord collectif de la représentation du personnel, du droit du licenciement, et finalement de l'ensemble du droit du travail ».

Comprendre pour riposter

La première partie s'attache à démontrer tous les arguments selon lesquels les salariés ne seraient plus subordonnés au pouvoir de l'employeur à cause de l'évolution des tâches à accomplir par les salariés, prétendument plus complexes, plus intellectuelles. L'essor moderne de l'état de subordination des employeurs augmente en réalité le pouvoir patronal, à travers la précarité, la flexibilité et la sécurisation juridique pour les employeurs.

La seconde partie analyse la machine à détricoter le droit du travail.

Elle illustre en quoi la négociation n'est pas obligatoirement plus légitime que la norme légale... ni plus simple. Car au fond, la complexification du droit du travail résulte de la volonté de déréglementation. Enfin, la « note » revient sur l'utilisation de la négociation pour déroger au droit du licenciement. Le projet de réforme a pour objectif de renforcer le pouvoir patronal et de déconstruire le code du travail. Une « note » de la Fondation Copernic donc bien utile pour organiser la contre-offensive.

Patrick Le Moal

1 - <http://www.fondation-copernic.org>



« CE MINIMUM, C'EST DÉJÀ TROP POUR LES PATRONS »

Entretien. Le code du travail pour se défendre au quotidien? Nous avons interrogé **Adrien Pettré**, militant syndical CGT chez Schindler Ascenseurs.

En quoi le code du travail est-il utile aux militantEs syndicaux?

Pour être franc, le code en lui-même n'est pas « utile » aux militantEs, bien au contraire. Quand on creuse la question, on se rend compte que bien des règles sont en réalité très minimales, pour ne pas dire plus. Si tu veux un exemple concret, il suffit de regarder ce qui concerne le CHSCT : une instance de petite taille avec très peu d'heures de délégation, une présidence assurée par l'employeur, comme pour le comité d'entreprise. Ce constat est valable pour la plupart des dispositions du code du travail. Et pourtant, ce minimum, c'est déjà trop pour les patrons. Face à cette situation, ce qui est utile, c'est de connaître les dispositions du code du travail, de façon à savoir ce que l'on doit faire appliquer, ce que l'on doit défendre et ce que le rapport de forces doit faire évoluer. Et surtout, il faut savoir « jongler » avec les différents niveaux de la législation : le code bien sûr, mais aussi les conventions collectives, les accords d'entreprise, et tout le système de jurisprudence, français comme européen. C'est souvent mission impossible pour les syndicalistes de terrain, ce qui explique le développement des cabinets de conseil et d'expertise en tout genre.

Quelle perception ont les salariéEs du droit du travail?

Ils en ont une perception ambivalente : d'un côté, la majorité ne le connaît quasiment pas et reprend souvent les discours dominants. Mais d'un autre, ils sont souvent convaincus que le code du travail les protège sur certains points. Sur les questions



Le gouvernement prévoit de revoir la législation sur le temps de travail dès 2016. Pourtant, des boîtes comme Schindler ne semblent pas avoir besoin de plus de « liberté »...

Nous sommes en plein dedans, puisque la direction Schindler vient de lancer une négociation de révision de l'accord de 2001 sur la réduction du temps de travail, pour retirer à une partie du personnel au moins la moitié de leurs RTT. Autant dire que la direction n'a rencontré aucune difficulté pour lancer cette négociation et qu'en définitive, elle pourra faire ce qu'elle veut. Mais ce thème, pour le gouvernement, l'État et le patronat, c'est avant tout un enjeu idéologique.

Patrons et gouvernement opposent rigidité du code du travail et dialogue social. Ton avis?

Vouloir nous faire croire que la réforme du code conduira à plus de dialogue, c'est une supercherie. D'abord, ce n'est pas du tout l'objectif du patronat, ceci même si une grande partie du mouvement syndical y fonde une large part de sa légitimité. En réalité, il n'a jamais digéré les concessions qu'il a été obligé d'accepter au cours du 20^e siècle face aux luttes des travailleurs. La simple idée de « représentant du personnel », avec une étiquette syndicale, ça lui est insupportable.

Ensuite, je pense qu'il faut arrêter de parler de « dialogue social ». Ce truc est une arnaque : on veut nous obliger à aller discuter, à accepter et à négocier les reculs, et en même temps, les équipes sur le terrain se font matraquer. L'exemple d'Air France a clairement montré ce que c'est que le « dialogue social » : les suppressions d'effectifs et la matraque, le conseil de discipline, etc. Il est temps que cette expression disparaisse du vocabulaire syndical et que l'on redonne toute sa place à la notion de conflit.

Propos recueillis par Robert Pelletier

MOBILISATION: LE DÉBUT DU DERNIER ROUND?

Lundi 9 novembre au soir, 200 personnes se sont réunies à la Bourse du travail de Paris pour le lancement de la campagne « CQFD » : le code qu'il faut défendre.



Lors d'un rassemblement de soutien aux salariéEs d'Air France. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

souligné la nécessité de construire le front le plus large possible pour espérer pouvoir mettre le gouvernement KO.

Une dynamique pour regrouper

Le débat a justement permis de confirmer la participation de plusieurs organisations à la campagne et de recueillir de nouveaux soutiens : outre des unions départementales et fédérations CGT (UGFF, Services publics, Chimie, Livre, Sociétés d'études), Solidaires a annoncé son engagement, de même que le Syndicat des avocats

de France (SAF) et le Syndicat de la magistrature (SM), tandis qu'un représentant de la FSU a indiqué que la signature de l'appel était en discussion.

Côté politique, le Front de gauche, EÉLV, le NPA ainsi que la gauche du PS ont signé. Intervenant au nom du NPA, Christine Poupin a souligné que cette campagne était aussi l'occasion, au-delà du nécessaire rejet de la réforme du code du travail, de regrouper notre camp social face à celui de tous les porteurs de chemises, de préparer enfin le « tous ensemble » dont le monde du travail a besoin.

Il est sans doute trop tôt pour assurer que cette première réunion débouchera sur la campagne militante de terrain, les meetings, les grèves et les manifestations qui seront nécessaires pour faire reculer Hollande et Valls. Et l'ampleur de la réaction dépendra aussi du contenu précis du projet de loi qui sera déposé en janvier, et à propos duquel le gouvernement reste volontairement dans le flou. Mais la soirée montre qu'une dynamique est en train de se créer. Il nous faut travailler à l'élargir et la relayer partout où c'est possible.

Comité Inspection du travail-Pôle emploi Île-de-France

SIMPLIFICATION DU CODE DU TRAVAIL



AIR FRANCE

Les salariéEs face au blabla parlementaire

Avant le 5 octobre, pour tous – gouvernement, éluEs, grands médias, économistes – l'affaire était simple : Air France était une compagnie au bord du gouffre qu'il fallait réformer (comprendre « réduire le coût du travail »), ce qui serait fait par des patrons de grande qualité, chantre du « dialogue social »...

La mobilisation des salariéEs, puis la présentation des résultats très positifs du troisième trimestre, ont obligé certains à s'interroger, en partie, sur la situation réelle. Ainsi, les Échos titrait il y a quelques jours « Air France-KLM va bien, mais ses concurrents se portent encore mieux ». Car la réalité est celle-ci : Air France est rentable, mais ne rapporte pas le même retour sur investissement que ses principaux concurrents. Les députéEs se sont donc emparés de l'affaire, pour analyser le dialogue social au sein de l'entreprise. Le 4 novembre, trois commissions parlementaires (affaires sociales, affaires économiques et développement durable) recevaient dans l'ordre M. Gagey (le PDG d'Air France), les représentants de l'intersyndicale, puis les représentants de la CGC et de la CFDT, syndicats alignés sur la politique patronale. Une majorité des éluEs de droite ont déserté la salle à l'arrivée de l'intersyndicale, montrant leur intérêt certain pour la parole des salariéEs...

La sacro-sainte croissance

Les représentants des salariéEs ont pu s'exprimer unis devant les députéEs, du moins ceux qui sont restés. Ils ont ainsi pu entendre des députéEs de droite leur répondre que la réforme de l'entreprise était une nécessité et devait passer par le dialogue social, tandis que les députéEs PS demandaient vigoureusement du dialogue social... pour réformer l'entreprise. Car le secteur de l'aérien leur pose un vrai problème. Depuis des dizaines d'années de chômage de masse, PS et droite nous expliquent que seule la croissance permettra la création d'emplois stables, de qualité et correctement rémunérés. Mais dans l'aérien, la croissance est là, une croissance forte et durable ! Or, dans ce contexte, les principaux donneurs d'ordre comme Air France licencient, dégradent les salaires et les conditions de travail. Et cela se reproduit avec un effet multiplicateur dans les filiales et la sous-traitance, où la précarité devient la règle. Leur sacro-sainte croissance ne réglera jamais les problèmes de la population. Un autre modèle doit émerger pour résoudre les crises sociales et environnementales. La lutte des salariéEs d'Air France, pour leurs emplois et la défense de leurs collègues mis en cause dans l'affaire de la chemise, va continuer, avec un prochain rendez-vous le 2 décembre devant le tribunal correctionnel de Bobigny.

Correspondants

MOBILISATIONS « Un cocktail détonnant pour peu que des acteurs syndicaux s'en emparent »

Cette formule est tirée d'une note de conjoncture¹ d'un club de DRH « Entreprise et Personnel » qui regroupe plus d'une centaine de dirigeants d'entreprise. Elle lance un avertissement sur les tensions sociales actuelles et les risques à venir.

Or cette note s'appuie sur un recensement de luttes et une analyse que j'ai réalisées en juin/juillet 2015², analyse jugées proches des réalités par les DRH.

Une explosion « que ni la CGT, ni l'extrême-gauche, ni FO ne sont capables d'organiser »

Pour ce club, nous sommes passés d'un climat de « résignation rageuse » à « un basculement progressif vers des mobilisations, certes indépendantes les unes des autres [...], mais nourries en arrière-plan par un cran de plus dans le rejet de la politique gouvernementale ». Il constate une radicalisation de la base de la CGT et une multiplication des « colères ». Avec une détermination d'autant plus forte qu'elle ne serait pas « contrôlable » par les appareils syndicaux du fait de « l'échec des réformistes ». Il conclut que les prochaines négociations annuelles obligatoires (NAO) pourraient être « un cocktail détonnant pour peu que des acteurs syndicaux s'en emparent ». Cette note diffère donc des déclarations de M. Valls et des commentateurs sur la situation qui n'aurait jamais connue aussi peu de luttes. Cependant, le club des DRH ne croit pas que cette colère, réelle mais « invisible », se



Jeu 22 octobre, au rassemblement des salariéEs d'Air France près de l'Assemblée nationale. PHOTO:THÉO ROUGE / JMB

traduire par une explosion car « ni la CGT, ni l'extrême gauche, ni FO, ne sont capables de l'organiser ».

Un cocktail détonnant pour peu que l'extrême gauche s'en empare

Les syndicats ne s'empareront pas de ce climat. Reste l'extrême gauche. Pour cela, il faut comprendre en quoi ce mouvement social est d'abord politique. La solidarité des classes populaires autour des salariéEs d'Air France ne s'est pas faite sur les suppressions de postes, mais d'abord contre le mépris des dirigeants, du gouvernement, des partis et des médias, c'est-à-dire contre un mépris vécu au quotidien de manière diversifiée mais qui a un caractère commun de classe. Une hiérarchie en cravate et chemise impose la détérioration des conditions de travail par un management par la peur. Le gouvernement le légitime et l'aggrave

avec les lois Macron, Rebsamen, le projet Combexelle, et fait passer cette politique de droite par la complicité des syndicats dans le « dialogue social ».

Se faire au quotidien l'expression politique de son contenu collectif de classe

Dans ce contexte, les luttes non coordonnées et émietées, deviennent invisibles. Pour parer au plus pressé, conscients mais démunis pour la lutte d'ensemble, les grévistes exigent alors, non sans tensions, la démission de tel DRH ou directeur... mais en intégrant dans chaque cas un fond croissant d'un sentiment commun de classe. Ainsi les agents municipaux du Mans écrivent : « Face au mutisme de nos élus, nous n'avons plus d'autre choix que d'aller les chercher là où ils se trouvent... » ; ceux de La Rochelle « dégagent » les élus de l'hôtel de ville et s'assoient à leur place ; des cheminots font irruption au siège de la SNCF avant d'être évacués par les garde mobiles... Cette radicalité qui résume la situation a déjà entraîné des syndicalistes de base, provoquant des remous à la CGT, et a maintenant gagné l'opinion autour d'Air France.

L'expression politique de cette unification s'est faite avec succès par les voix de Xavier Mathieu, du syndicaliste de STX à Saint-Nazaire refusant de serrer la main à Hollande, de la militante de Lyon « interpellant » Macron avec un pot de yaourt, et bien entendu d'Olivier Besancenot.

Or, depuis juin-juillet, le nombre de luttes a encore augmenté³. S'en « emparer », c'est s'en faire au quotidien l'expression politique de son contenu collectif de classe, en commençant par dire que le 2 décembre, au jugement des inculpés d'Air France, ce sera toute la classe ouvrière qui passera en jugement.

Jacques Chastaing

1 – www.actuel-rh.fr/sites/default/files/article-files/note_de_conjoncture_sociale_entreprise_personnel.pdf
2 – <http://alencontre.org/europe/france/la-question-francaise-un-vaste-mouvement-de-greves-mais-invisible-et-sans-traduction-politique.html>
3 – Recensement publié chaque jour sur <http://www.anti-k.org/> et analyses : <http://alencontre.org/europe/france/la-question-francaise-ii-un-vaste-mouvement-de-greves-mais-invisible-et-sans-traduction-politique.html> et <http://alencontre.org/europe/france/la-question-francaise-ii-les-chemins-de-lunification-seconde-partie.html>

NEUILLY-SUR-SEINE (92)

Les postierEs en grève

En grève à 80 % depuis le 29 octobre, les postierEs font face à une réorganisation particulièrement brutale.

Is et elles se battent contre des suppressions d'emplois (8 tournées), la mise en place de la sécabilité (fin du principe « un facteur = une tournée ») et la délocalisation d'un service de livraison, et pour l'embauche de leurs collègues en contrats précaires. Il s'agit de la troisième réorganisation en six ans. La direction a voulu passer en force, en piétinant un vote du CHSCT et en n'hésitant pas à produire un faux au tribunal pour faire passer son projet. Malgré le taux de grévistes, la direction refuse la négociation : il s'agit de briser l'esprit de résistance existant



DR

dans les Hauts-de-Seine (92). Alors que des réorganisations sont prévues dans plusieurs bureaux du 92 début 2016, elle cherche à isoler Neuilly et à les écraser. Un acharnement qui a déjà causé un accident de travail sérieux : la direction a forcé une jeune apprentie à

emporter une quantité ahurissante de courrier sur son vélo. Résultat : une chute et une épaule déboîtée.

Passages en force

La Poste du 92 vient d'essayer trois défaites juridiques sérieuses d'affilée : une tournée

doit être recrée à Nanterre, et les réorganisations de Gennevilliers (2 tournées supprimées) et de Rueil (20 emplois supprimés et délocalisation partielle) ont été annulées par les tribunaux. À chaque fois, ces condamnations viennent suite à des passages en force de La Poste et à des refus de mettre en œuvre des expertises votées en CHSCT ou des protocoles de fin de conflit. Les grévistes tentent de se lier à d'autres bureaux du département, leur rendant visite pour expliquer en quoi tous sont concernés par ces réorganisations. Ils appellent à une journée d'extension départementale de la grève ce jeudi 12 novembre.

Correspondant

– Chèques à l'ordre de Sud Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne Colombes (avec la mention « Solidarité grève » au dos).

– Fête de solidarité : samedi 14 novembre à 19h30, 3 place du Général-Leclerc à Levallois.

SAHRAOUI

« Expulsés de notre terre, le Sahara occidental, envahie par l'Espagne puis par le Maroc »

Entretien. Sahraouis, ils sont 200 jeunes à vivre dans un campement précaire sous un pont à Bordeaux. Demandeurs d'asile, ils n'ont droit à une allocation de 350 euros qu'au bout de 6 mois minimum. Et alors qu'ils devraient bénéficier de par la loi d'un hébergement, d'un suivi administratif social, ils sont à la rue, parfois depuis deux ans déjà. Mais l'entraide, l'aide individuelle ou celles de l'ASTI, la LDH, la CIMADE, le soutien de militants et leurs convictions, les aident à tenir et à avancer. Après leurs interventions à la fête du NPA 33, au meeting du comité jeunes et à une rencontre militante à notre local, **Luchaa, Michan et Bahadi** ont répondu à nos questions.

DOTATIONS AUX COMMUNES

Réforme reportée, mais coupes maintenues

Parmi les multiples vases-hésitations du gouvernement à l'approche des régionales, on compte celle concernant la réforme de la Dotation générale de fonctionnement (DGF), principale dotation versée par l'État aux collectivités locales (36,6 millions d'euros en 2015)...

Face à la bronca de nombreux élus de tout bord, Valls a annoncé le report d'un an de son application même si son principe est voté dans le cadre du budget 2016. Le but annoncé de cette réforme est de «simplifier» les critères d'attribution de cette dotation. Il est clair que de gouvernement en gouvernement et à l'occasion des multiples «transferts de compétences» de l'État vers les collectivités territoriales, le système des dotations est devenu extrêmement complexe. Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale; de solidarité rurale; dotation nationale de péréquation, d'intercommunalité, de péréquation urbaine (pour n'en citer que quelques-unes)... la liste est longue et les critères d'attribution obscurs. À tel point que les communes ne peuvent souvent anticiper le montant qui leur sera réellement versé... alors que ces sommes leur sont essentielles. Mais la réforme du gouvernement fait la quasi-unanimité des élus contre elle: le 19 septembre dernier, plusieurs milliers de maires et d'élus municipaux étaient dans la rue pour dénoncer un nouveau mode de répartition tout aussi complexe. Le gouvernement essaie donc de temporiser. Sauf qu'au-delà du mode de calcul, la vraie question est celle de la baisse drastique de ces dotations.

Halte à la baisse des dotations!

11 milliards de coupes sont programmés dans le cadre du Pacte de responsabilité (3,67 milliards par an de 2015 à 2017 dont 2 milliards pour les seules communes) qui s'ajoutent au 1,5 milliard déjà amputé en 2014 dans le cadre du précédent «pacte de confiance et de responsabilité établi entre l'État et les collectivités territoriales»... et au gel de ces mêmes dotations par le gouvernement Sarkozy.

Or ces dotations sont essentielles au fonctionnement des collectivités. Dans certaines communes pauvres ou petites, elles peuvent représenter jusqu'à la moitié des recettes, loin devant les recettes fiscales. On imagine les conséquences sur les budgets sociaux, alors même que le gouvernement a imposé de nouvelles charges comme celle de la réforme des rythmes scolaires. Ces coupes ont des conséquences immédiates pour la population: la baisse des investissements, de l'entretien des équipements (qui n'est pas étrangère à la crise actuelle du BTP) et des dépenses de fonctionnement, en particulier les «dépenses de personnel» avec des milliers de suppressions de postes en cours, mais aussi la baisse des subventions aux CCAS (centres communaux d'action sociale) et aux associations entièrement dépendantes des

subventions et qui assurent une grande part du travail social (240 d'entre elles ont été mises en redressement ou en liquidation judiciaire sur le seul premier trimestre 2015)... Et dans le même temps, les impôts locaux explosent dans de nombreuses villes pour compenser le manque à gagner. Mais là-dessus, aucune marche arrière n'est envisagée par le gouvernement...

Isabelle Ufferte



Des mairies au bord de la crise de nerfs... et de la crise tout court!
PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

ROUEN (76) La lutte pour le droit au logement au cœur de la ville

Après la tentative avortée la semaine précédente d'une installation de campement devant un immeuble administratif vide pour lequel l'État paie un loyer de 100 000 euros par mois, le Collectif 76 des travailleurs sociaux et le DAL (Droit au logement), avec plus d'une dizaine de familles sans solution de logement, sont installés depuis vendredi 6 novembre devant la mairie.



Rouen, sa mairie, son campement... DR

Cette fois, le secret avait été bien gardé afin d'éviter que la police intervienne avant même le déploiement des installations de fortune. Cette action est organisée pour dénoncer une situation inhumaine qui dure depuis des mois. En effet, chaque soir, des centaines de personnes, dont des enfants, des bébés, dorment dans la rue. Le 115 sonne dans le vide ou bien répond qu'il n'y a pas de place... alors que sur la seule commune de Rouen

7 000 logements sont vides, alors que le centre d'hébergement d'urgence de 100 places Colette-Yver reste fermé tant que les températures ne tombent pas en-dessous de - 5 degrés!

Pour le droit à ne pas dormir dans la rue...

C'est d'abord la réouverture pérenne de ce centre par la préfecture qui est exigée par les occupants de la place, pour parer à la plus grande urgence, car dans un des pays

les plus riches de la planète, il est inacceptable qu'on laisse des êtres humains dormir dans la rue. Mais au-delà des mesures d'urgence, c'est le droit à un véritable logement, sans conditions de ressources et de nationalité qui doit être respecté.

En France, c'est plus de 2,6 millions de logements qui restent vides: la loi de réquisition des logements n'est jamais appliquée: la propriété privée est sacrée dans ce monde capitaliste, bien plus que la vie humaine. Alors ce que la loi ne fait pas, il faut donc l'obtenir par la lutte. Un toit c'est un droit! De nombreux soutiens politiques (NPA, AL, PCF, ÉELV...), associatifs (RESF, FCPE...), syndicaux (Sud Santé, Solidaires...), appuient la mobilisation dont on peut espérer, à l'heure où nous écrivons, qu'elle débouche sur la satisfaction des revendications les plus urgentes.

Le NPA agglomération de Rouen

AUTOMOBILE

Les constructeurs trichent sur toute la ligne!

Après le scandale du moteur Diesel Volkswagen, on apprend coup sur coup que les seuils de tolérance de pollution sont doublés dans l'Union européenne, et que par ailleurs tous les tests de mesure de consommation sont bidonnés...

En septembre, Volkswagen était reconnu coupable de triche sur 13 millions de véhicules Diesel grâce à de l'électronique embarquée. À quelques semaines de la COP21, le scandale est redoublé. Toutes les gesticulations médiatiques de Royal et Hollande ne font que souligner leur soumission aux intérêts des constructeurs: leurs envoyés à Bruxelles, de concert avec les délégués des autres États, allemands et anglais en premier lieu, ont imposé le doublement des normes de pollution à l'oxyde d'azote.



Arme de destruction massive... DR

En clair, les constructeurs viennent de se voir attribuer de nouveaux «droits à polluer». Jusqu'en 2019, alors que la limite actuelle est de 80 mg de NOx/km, ils pourront émettre jusqu'à 170 mg/km et après 2020, attention, la limite de 120 mg devra être respectée! Ces émissions sont d'une gravité extrême: on estime à 200 000 les décès prématurés en Europe qui leur sont imputables. Et voilà qu'on apprend aussi que tous les tests de pollution et de consommation (pour tous les constructeurs et tous types de motorisation) sont truqués! En moyenne, la consommation réelle de carburant – donc de production de CO₂ – est de 40% supérieure à ce qu'annoncent les publicités. Les émissions de CO₂ dues à la circulation auto ont donc largement été sous-estimées durant des décennies. Et Royal persiste à empêcher la limitation de l'automobile dans Paris lors des pics de pollution.

Le statu quo n'est plus permis

Dans le même temps, comme le cynisme et l'hypocrisie n'ont pas de limite, Renault Nissan, partenaire de la COP21, va fournir une flotte de 200 voitures électriques, donc à l'énergie nucléaire, polluante comme chacun sait... Il faut sortir très vite du Diesel, on le voit, mais sortir aussi du tout auto. Pour reconvertir la production sans sacrifier les salariéEs, il n'y a pas d'autre choix que d'exproprier les groupes Renault, PSA... pour non seulement garantir les contrats de travail des salariés, mais mettre au centre de l'indispensable transition les collectifs de travail de l'auto, des équipementiers et des sous-traitants. Il est urgent de donner priorité absolue aux transports en commun (pas en remplaçant le train par les autocars comme le préconise Macron): ces réseaux, nous les voulons d'une grande densité, efficaces et gratuits dans les villes. Dans la société écosocialiste que nous voulons, l'hypermobilité, l'accélération permanente, ne seront plus célébrées. À l'heure du réchauffement climatique et de la sortie des énergies fossiles, le statu quo n'est plus permis.

Commission nationale écologie

Pourquoi chercher refuge à Bordeaux?

Luchaa: La migration de personnes de notre génération en France est nouvelle. Venant pour la plupart de camps de réfugiés à Tindouf, en Algérie, nous y avons souvent étudié, ainsi qu'en Espagne, en Lybie, à Cuba et au Venezuela. Mais nous avons été récemment contraints de partir vraiment, après avoir été expulsés de notre terre, le Sahara occidental, envahie par l'Espagne puis par le Maroc. Les Sahraouis vivant dans les territoires occupés par ce pays, qui sont aussi les plus prospères, avec la capitale Laâyoune, et surtout les mines (fer, phosphate...) et une côte très poissonneuse, sont des parias dans leur propre pays. Ils sont durement réprimés s'ils se révoltent. Le Maroc les a séparés par un mur de 2700 km rempli de mines anti-personnel des 30 000 autres Sahraouis vivant dans la partie libérée

par le Front Polisario, une zone quasi désertique et inhospitalière reconnue comme État par 84 nations, mais par aucune grande puissance mondiale. 120 000 autres Sahraouis, soit presque la moitié de la population sahraouie, vit dans des camps en Algérie, chassée par la guerre du Maroc contre le Front Polisario, guerre au cours de laquelle le Maroc a utilisé du phosphore blanc et du napalm contre les civils en lutte contre l'occupation, avec la complicité des grandes puissances.

Interdits de séjour sur notre propre terre, parqués dans des camps en Algérie, nous avons été poussés à tenter l'asile politique en même temps qu'une vie meilleure pour nous et les nôtres. Nous ne demandons pas de l'aide, nous menons un combat politique. La vie dans les camps était précaire, bien que solidaire. Mais depuis le 23

octobre, c'est devenu un enfer. Des pluies d'autant plus torrentielles qu'elles sont rares dans le désert ont inondé nos camps: du jamais vu depuis 40 ans que nous y vivons. Il y a eu en peu de jours plus de 90 000 victimes, dont 25 000 sans logis.

Que peuvent faire les militants ici en France?

Michan: La France et l'ONU disent depuis le cessez-le-feu de 1991 entre le Maroc et le Front Polisario qu'il faut une solution politique: organiser un référendum pour l'autodétermination du Sahara occidental sous l'égide de l'ONU et de sa mission spéciale, la MINURSO. Mais en même temps, la France oppose toujours son veto à l'ONU pour la tenue du référendum! En 1977, l'aéroport de Mérignac a vu décoller des Jaguar destinés à bombarder

les villages rebelles sahraouis. Plus récemment, lors de sa visite au Maroc en septembre dernier, Hollande a promis la Légion d'honneur à Abdellatif Hammouchi, directeur de la Sécurité nationale et tortionnaire avéré. La semaine suivante, Mohammed VI, dont le père Hassan II a fait ses études à Bordeaux, y est venu en voyage privé.

Bahadi: Les intérêts de la France sont politiques et économiques. Il y a eu des campagnes internationales de boycott de produits issus des côtes sahraouies. Mais la France continue à exploiter des espaces maritimes du Sahara occidental. La France a besoin du pétrole, du fer extrait du Sahara occidental. Alors, aidez-nous, partis, associations, à faire entendre la voix de notre peuple pour sa liberté, et à dénoncer le pillage par la France et les puissances



Les Sahraouis en AG avec les soutiens... DR

impérialistes de nos richesses, mais aussi des hommes comme nous obligés de fuir le Sahara.
Propos recueillis et traduits de l'espagnol par Mónica



Les comités en action !

Angers (49) Face au danger de l'extrême droite, construire le mouvement social. Mercredi 4 novembre Philippe Poutou était à Angers. Dans l'après-midi, nous avions organisé une conférence de presse à laquelle ont assisté presque tous les médias locaux. Le soir, Philippe a animé une réunion publique sur la situation politique et les perspectives de construction d'un mouvement social face aux attaques incessantes du gouvernement et du Medef contre les salariéEs et face au saccage de la planète par les entreprises capitalistes. Il a dénoncé notamment l'exploitation des salariéEs par les capitalistes, exploitation qui est à l'origine directe de la constitution des grandes fortunes et affirmé la nécessité d'offrir aux exploités une véritable perspective de changement de la société et de solidarité internationaliste. La discussion s'est ensuite déroulée de façon fraternelle entre la cinquantaine de présentEs, militantEs et sympathisantEs de gauche (PG), écologistes et libertaires (AL, CNT), évoquant successivement l'explosion de colère légitime à Air France, la nécessité de riposter sociales coordonnées et de fronts anticapitalistes, ainsi que les espérances brutalement déçues par la politique de Syriza en Grèce. La réunion fut malheureusement précédée par une tentative d'intimidation d'une petite vingtaine de très jeunes gens, nostalgiques de l'Action française, et d'identitaires se réclamant d'un groupuscule étudiant d'extrême droite. Aux cris de «Poutou au Goulag», «Poutou, Angers n'est pas à toi» et «La France aux Français», salut fasciste et fumigènes à l'appui, visages masqués, cette petite bande fasciste, xénophobe et antisémite, avait visiblement pour but d'empêcher la tenue de la réunion. Heureusement, en quelques minutes, nous les avons écartés de l'entrée de la salle, et ils ont fini par décamper à l'arrivée de la police.

Perpignan (66) Succès de la réunion climat avec Christine Poupin. Organisée le vendredi 6 novembre par le NPA 66, la réunion-débat «Le capitalisme détruit la planète... Changeons le système pas le climat!» avec Christine Poupin, a rassemblé quelque 50 participantEs. Des acteurs et actrices du mouvement écologique et social – Alternatiba, «Perdons pas le fil» (qui se bat pour le maintien du service universel des communications électroniques) – et des membres et représentants de partis politiques – PG, EÉLV, PCF et CUP (une organisation catalane indépendantiste anticapitaliste, présente aussi de ce côté des Pyrénées). Élisabeth du comité NPA Conflent a introduit la réunion. Elle a présenté l'engagement écologiste du NPA, a insisté sur la sortie du nucléaire à inclure dans le combat climatique et relaté les luttes locales sur la défense de l'environnement, notamment la victoire remportée par la mobilisation contre un scandaleux projet de goudronnerie (lire *L'Anticapitaliste* n°310). Christine est ensuite intervenue pour montrer la responsabilité du capitalisme dans la catastrophe climatique et l'inanité des réponses des pouvoirs politiques inféodés à la finance et aux grands groupes dont les intérêts sont incompatibles avec la nécessaire transition écologique. Rien à attendre de la COP21: seule une puissante mobilisation d'en bas imposera de changer le système, de sortir des énergies fossiles, du nucléaire, de l'agriculture industrielle – de sortir du capitalisme pour sauver la planète. Une réunion réussie qui a été suivie d'un pot convivial permettant de poursuivre les discussions.

Louviers (27) Contre leurs guerres, pour le climat. Samedi 7 novembre, c'était l'animation des grands jours en face de l'église: drapeau du NPA, du PCF et de la Libre Pensée pour le «contre-11 novembre». Nous fûmes une cinquantaine à entonner *Craonne*, *la Butte rouge*, *le Déserteur*... Des chants entrecoupés d'explications sur les «fusillés pour l'exemple» (tousjours pas réhabilités) ou sur le centenaire de la conférence socialiste internationale clandestine pour la paix tenue à Zimmerwald en Suisse. Avec son tract «Ni Daesh ni Assad, arrêtez les bombardements!», le NPA a rencontré de l'approbation, mais aussi plus de refus et de discussions que d'habitude: peut-on accepter tous les migrantEs?; il faut bien combattre Daesh... A suivi un pot offert par le NPA, et un repas-partage. Pour une vingtaine de morduEs, les réjouissances ont ensuite continué, avec un «remue-ménages»

Avec une centaine de militantEs, la participation est plutôt satisfaisante au regard d'une préparation insuffisante.

Climat social frais
La matinée de samedi (avec ses discussions autour d'Air France, des migrants ou du secteur santé) a mis en évidence l'écart entre l'écho favorable des idées portées par le NPA et les difficultés à concrétiser par des mobilisations, des luttes victorieuses qui permettraient de commencer à renverser le rapport de forces. À partir de ce constat partagé commencent les discussions sur l'ampleur des reculs, les responsabilités des organisations du mouvement ouvrier, notamment des syndicats, et nos propres responsabilités, notamment en termes de vie interne.

Réchauffement climatique
L'après-midi était consacrée à l'analyse et la préparation des mobilisations autour de la question du climat. Les introductions visaient plus à donner des éclairages décentrés qu'au détail de la crise climatique: quelles mobilisations avant/pendant la COP21, avec la nécessité de la construction d'un mouvement international pour la justice sociale et climatique; quel lien entre transition sociale et écologique; retour sur la dimension environnementale des processus révolutionnaires arabes. Les discussions en ateliers ont montré l'écart entre l'urgence et les difficultés à mobiliser le mouvement ouvrier traditionnel et à combler l'écart avec des préoccupations, moins directement politiques, notamment dans la jeunesse.

Climat interne à réchauffer
Avec une participation plus réduite, le dimanche matin était consacré aux questions de fonctionnement interne du NPA. Le constat est largement partagé pour convenir que cette question est politique et que la «crise» du NPA est en grande partie la réfraction de la crise du mouvement ouvrier, elle-même liée en grande partie à l'accumulation des reculs sociaux de la dégradation du rapport de forces.

Rencontre nationale des comités

Une étape utile

Le week-end dernier s'est tenue la deuxième rencontre nationale des comités du NPA. Une réunion statutaire conçue comme un moment d'échanges entre représentantEs des comités, différents des débats d'orientation qui alimentent les débats de congrès et les discussions tactiques qui structurent les débats du CPN.



Les discussions ont porté sur la place du curseur entre facteurs externes et/ou internes, ainsi que sur la part de «responsabilité» de l'orientation politique du parti. La place prise par les courants et certaines logiques de construction autonome sans prise en compte des décisions collectives et de construction commune du NPA sont une des manifestations de sa «crise». Les échanges se sont aussi concentrés sur un partage d'expériences de comités, de branches très différentes. Une volonté s'est affirmée de poursuivre le débat tout en engageant un processus de réappropriation, par les comités, du fonctionnement du parti. Au total, un week-end où l'écart entre d'un côté les urgences sociales et politiques, la pertinence de nos réponses et notre capacité à peser sur la situation, est apparu parfois un peu désespérant... Mais aussi motivant, en pensant que la colère sourde rencontrée, vécue par toutes et tous, peut permettre de rapidement bousculer les attentismes, de commencer à renverser le rapport de forces.

Robert Pelletier



sur la crise climatique. Notre intervenante a en particulier développé les causes de l'accélération du réchauffement et nos réponses écosocialistes... La discussion a porté entre autres sur le lien entre reconversion nécessaire et défense de l'emploi à partir de situations auxquelles nous sommes confrontés localement: industries polluantes, lutte contre le péage d'Incarville, mobilisation contre une plateforme de compostage qui avant épandage dans les champs devrait accueillir des boues riches en métaux lourds pour partie issues de la station d'épuration d'Achères... Bref, de quoi se préparer aux mobilisations à venir.

Poitiers (86) Forum sur les livres et les luttes anticapitalistes. Ces 7 et 8 novembre étaient une première étape pour ce Forum anticapitaliste poitevin, et ce fut une réussite. Beaucoup de monde est passé sur ces deux jours. Plusieurs débats ont eu lieu (sur les violences policières, le projet autogestionnaire au Kurdistan et la question des migrantEs). La diffusion du film *On est vivants* de Carmen Castillo a été un succès, avec plus de 60 personnes dans le public. Un atelier Fanzine était aussi organisé le dimanche matin, tout cela dans une ambiance autogestionnaire (bouffe, bière et service faits par les militantEs). Avec une note culturelle le samedi soir au Plan B (un bar alternatif) où deux groupes de rap ont animé la scène devant près de 100 participantEs. Il est évidemment impossible de ne pas parler des livres... Il y en avait partout, avec des maisons d'édition libertaires, mais aussi des librairies militantes anarchistes comme celle de

l'Organisation communiste libertaire. La librairie La Brèche était aussi présente, avec un stand du NPA bien tenu et très visité. Des dizaines de livres ont été vendus. Idem pour les différents journaux, y compris celui que vous lisez actuellement. À noter également la présence de Ensemble, du syndicat Solidaires et du comité poitevin Palestine. Bref, une excellente initiative, conviviale et politiquement intéressante, qu'il faut analyser collectivement... et reproduire ensuite? Ce Forum est pour sûr utile pour occuper des espaces géographiques et idéologiques, avec des idées anticapitalistes, de solidarité, d'échanges et d'expérimentations diverses de l'autogestion. Un moment important dans un climat ambiant fait de résignations et de montée du fascisme. Et, cerise sur le gâteau, ce week-end s'est terminé de la meilleure des manières avec l'arrivée joyeuse du petit Renaud, né le dimanche 8 novembre, qui rejoint le monde joyeusement fou des militants anticapitalistes poitevins.



Rouen (76) Quatre heures de solidarité avec toutEs les migrantEs. Suite à l'émotion suscitée par le sort horrible fait aux réfugiés, deux manifestations ont eu lieu en septembre à Rouen. La première, appelée spontanément par les réseaux sociaux et des jeunes, avait rassemblé un dimanche 400 personnes. La seconde manifestation, émanant du CDLF (comité de défense des libertés fondamentales) et de diverses associations, réunissait 300 personnes avec un fort contingent de Kurdes. Puis le CDLF, qui réunit des partis, syndicats, associations, a été rejoint par de nombreuses associations. Ce regroupement a travaillé à réaliser des documents d'information. Il

à également commencé à voir comment interpeller les communes et instances politiques afin de les contraindre à traduire leurs paroles en actes. Enfin il a organisé le forum «4 heures de solidarité avec tous les migrantEs» samedi 7 novembre. Une réussite. En effet, le forum a rassemblé 300 personnes durant l'après-midi, avec deux tables rondes: une sur les causes de l'immigration, l'autre sur les politiques d'immigration. Réunir et faire travailler toutes ces



associations, qui agissent depuis des années chacune dans leur coin et à leur façon, n'a pas toujours été facile. Le fait d'y être parvenu, a remonté le moral de toutEs ces militantEs qui se sentaient jusqu'alors isolés. Et même s'il n'y a pas un afflux de gens mobilisés sur le problème (le nombre assez restreint de participants aux manifestations l'atteste), un élan et une prise de conscience existent et perdurent. Plusieurs dizaines de personnes se sont proposées pour aider concrètement les migrants.

L'autre succès est d'avoir rempli l'objectif d'agir pour et avec «tous les migrants», de ne pas diviser les réfugiés politiques, victimes de guerre, et les migrants économiques. L'assistance reflétait ce mélange, les témoignages aussi. Ceux-ci furent nombreux, divers et bouleversants: un Kurde, une Syrienne, une étudiante, un mineur isolé, des femmes victimes de la prostitution et de violences sexuelles, un couple à la rue avec un bébé... Ces témoignages ont montré l'hypocrisie des discours des gouvernements nationaux et locaux qui continuent la même politique d'exclusion, d'expulsion, de répression et de non-assistance à personne en danger. C'est pourquoi nous n'allons pas en rester là.

Exposition

Retour sur l'abîme. L'art à l'épreuve du génocide

Jusqu'au 11 janvier 2016, un ensemble d'expositions en 7 lieux : au 19, Crac de Montbéliard, et aux musées de Belfort, à l'école d'art Gérard-Jacquot et la galerie du Granit à Belfort...

Qui mieux que les artistes pour exprimer l'indicible, l'irreprésentable, rendre le trauma que le génocide juif et tzigane, épuration raciale, culturelle et politique, a provoqué, la mémoire fragmentaire entre effacement et résurgence ?

ici, pas ou peu d'images sur l'univers concentrationnaire mais une multiplicité d'approches sensibles de la fureur blanche de l'abîme, une ambivalence vertigineuse des ressentis, une friction des contraires d'où jaillissent des éclats signifiants et une cohérence d'ensemble, à l'instar des peintures d'Otto Freundlich.

L'avant et l'après, de la prémonition au désastre

Des disparus (Otto Freundlich, Bruno Schulz, Felix Nussbaum, Gela Sekzstajn), des rescapés (Jonasz Stern), œuvres de maturité ou promesse d'œuvre (le très jeune Petr Ginz); témoignages directs (encres de la Rom Ceija Stojka) ou hommages indirects (les dessins de Fred Deux); empathie par appropriation d'images du goy polonais Wladislaw Sztremski dans *Mes amis juifs* ou dans *Mon enfant* du franco-algérien Adel Abdessedem.

L'absence ou la présence

Le regard de l'absent, victime ou bourreau: résigné sur les voiles de Christian Boltansky, angoissé au départ de la fillette dans le film de

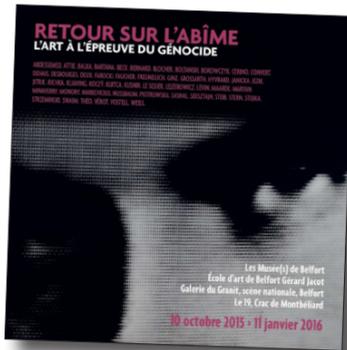
Harun Farocki, vide dans l'extrême abstraction des portraits du Führer de Yudith Levin, glaçant des portraits des femmes auxiliaires SS d'Anthony Vérot; ou au contraire présence obsessionnelle jusqu'à la folie: art brut, portraits d'Hitler de Theo.

Le noir et le blanc, ténèbres et aveuglement

Noir des linographies de Henri Beck ou de Jonasz Stern, des dessins ténébreux de Odile Maarek; blanc aveuglant occultant de Elzbieta Janika; noir et blanc des BD de Michel Kichka, Ignacio Minaverri; entrecoupés des rares éclats de couleur de Joseph Steib; mais surtout le gris, *la Zone grise* de Primo Levi, œuvres muettes d'où toute esthétique est bannie: les gris neutre de Pierre Faucher, les gouaches de Serge Liaving ou les photos de Colette Hyrard.

L'opacité et la transparence, éclats de mémoire et effacement

Peinture sous (et sur) verre jouant sur la matité ou la brillance de Jean-Marc Cérimo; éclats d'images partiellement occultées, collages de Benjamin Twain; effacement de l'écriture yiddish, exposée à l'envers,



faisant penser à une calligraphie arabe de Pascal Convert; disparition des traces des lieux des camps sous les herbes, les chiens et les joggeurs dans les photos terriblement banales de Thierry Bernard.

Le signifiant et le signifié, la mémoire à bas bruit

Des objets: le tas de lunettes sur le sol de Wilhelm Sasnal, les pâtisseries juives de Ulrike Grossarth, le cube de béton sans issue et les yeux de gaz de Mirosław Balka; ou de l'architecture brutaliste: glissement infime vers l'espace concentrationnaire dans la vidéo glaçante de Sylvie Blocher

sur le Stade de Nüremberg, ou les belles toiles de Pierre Faucher sur Drancy, camp ou habitations? Ou *la Porcherie* de Wilhelm Sasnal, hangar agricole ou camp? Enfermement enfin dans l'univers kafkaïen de Walerian Borowczyk, *les Jeux des anges*, vidéo et superbes gouaches.

L'histoire et la mémoire, occultation et résurgence

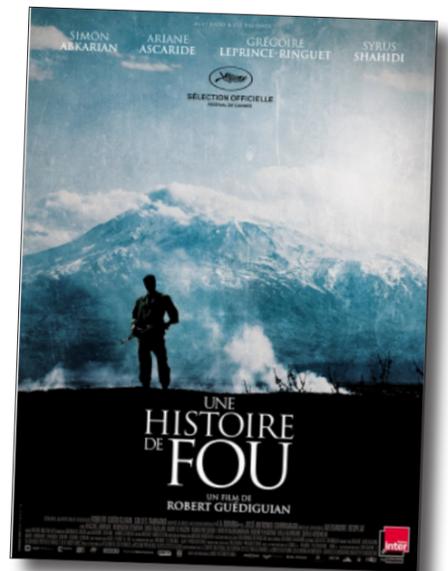
Masquage de la croix gammée par une toile cirée à fleurs dans *Tolerance* de l'argentin Carlos Kusmir; retour des démons et idéologie dans la harangue dans un stade polonais vide, troublante vidéo de Yael Bartana; menaçante infection virale dans les *Images incurables* de Jacques Monory, et le cri d'alarme de Wolf Vostell.

Mais «*Le silence n'a jamais dit son dernier mot*». Évitant l'écueil du pathos mémoriel, cette exposition d'une grande exigence éditoriale le prouve: par exemple on ne verra pas Zoran Music, mais par contre on regrette de ne pas y trouver Sigmar Polke et Gerhard Richter pourtant prévus ou Markus Lüpertz qui à leur manière se sont penchés sur l'abîme. Des images, aussi des textes, des vidéos d'artistes à base de documents d'archives et des extraits de films: *Shoah*, *Sonderkommando* de Emil Weiss, ou des fictions, sans oublier les manifestations hors les murs, conférences, projections, rencontres, concerts¹.

On peut faire de la poésie après Auschwitz... Une expo importante dont on ne sort pas indemne, réalisée par Philippe Cyroulnik et Nicolas Surlapierre, tous deux passionnés d'art et d'histoire. À voir absolument. **Ugo Clerico**

1- Programme complet: <http://le19crac.com/expositions/retour-sur-labime-lart-a-lepreuve-genocide>

Cinéma



Une histoire de fou, Robert Guédiguian

Avec Simon Abkarian, Ariane Ascaride, Grégoire Leprince-Ringuet et Syrus Sahidi. Sortie le mercredi 11 novembre

Dans *Une histoire de fou*, le réalisateur Robert Guédiguian fait le choix, l'année de son centenaire, d'aborder la question du génocide des Arméniens à travers l'histoire des stratégies de résistance de la diaspora et de la bataille pour la mémoire. Avec ce parti-pris, déjà illustré dans ses précédents films tels que *le Voyage en Arménie* ou *l'Armée du crime*, il met en scène le génocide en toile de fond mais l'aborde avant tout dans ce qu'il en reste et perdue chez les descendants de rescapés. «*Le génocide a fait de nous des fous. Nous sommes nés d'une montagne de cadavres. C'est comme ça*» dit l'un de ses personnages. Comme si la diaspora arménienne ne pouvait pas échapper à ce devoir de combat pour la reconnaissance.

Nous sommes donc au début des années 1980, et Aram, un jeune français d'origine arménienne, élevé entre un père intégrationniste, bâtisseur du foyer, et une mère militante de la cause arménienne, décide de s'engager en politique. De longues décennies après le génocide arménien perpétré par les Turcs en 1915, celui-ci n'est toujours pas reconnu sur la scène internationale et les coupables restent impunis. Le mouvement pacifiste semble avoir échoué dans sa mission de mise au jour des massacres, et l'ébullition des luttes armées révolutionnaires des années 1970 voit naître le mouvement international l'Asala, l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie.

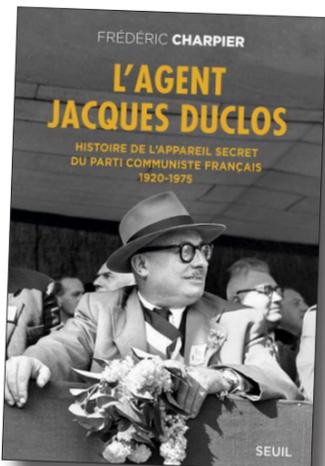
D'inspiration marxiste-léniniste, basée à Beyrouth et proche du FPLP, le Front populaire de libération de la Palestine, l'Asala organise des actions dans toute l'Europe. En s'appuyant sur une diaspora nombreuse, elle commande les assassinats politiques de dignitaires turcs, agent du négationnisme d'État en Turquie et à l'étranger. Au fil de leur procès, les membres de l'Asala portent cette cause aux yeux de tous et demandent justice et réparation.

Aram se mobilise donc au sein de l'Asala, et le film avance au fil de son cheminement éthique et personnel, ainsi que de celui de Gilles Tessier, français innocent qui a perdu ses jambes dans un attentat perpétré par Aram. C'est dans l'histoire tragique et intime de ces personnages principaux que Robert Guédiguian nous fait entrer avec justesse et émotion dans la grande histoire de cette bataille pour la reconnaissance du génocide, replaçant cette cause là où elle devrait être profondément ancrée: du côté des luttes internationalistes pour l'émancipation des peuples.

Mary Sonet

Voir notre entretien avec Robert Guédiguian en page 12.

Essai



L'agent Jacques Duclos. Histoire de l'appareil secret du PCF de 1920 à 1975

Frédéric Charpier, Seuil, 2015, 22 euros

Dans tout cet enchevêtrement, Jacques Duclos, sous sa bonhomie bien connue, va jouer un rôle décisif. Très lié à Staline qu'il a toujours admiré, il sera clandestin une bonne partie de sa vie, notamment pendant la guerre en France, alors que le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, vivait à Moscou. Ainsi Duclos va participer aux exécutions des trotskistes en Espagne, comme à celle de collabos en France

ou d'oppositionnels au sein du PCF. Il aidera notamment après la guerre le dénommé Courtois à lancer une feuille oppositionnelle dans le parti, «*Unir*», qui permettra ainsi à la direction du PCF de connaître tous ses opposants en téléguidant du début à la fin le fameux Courtois. Il participera à l'élimination du PCF d'anciens dirigeants du parti et de la Résistance, tels Marty, Tillon ou Guingouin.

Ce livre a le mérite de sortir du secret une partie de l'histoire cachée du PCF dont la nouvelle génération n'a même pas idée. Aujourd'hui, le PCF n'a plus grand chose à voir avec son passé, même si de nombreux vestiges persistent. Pour le grand public, il s'agira plus d'un polar permettant de découvrir le passé du PCF que d'un livre d'histoire.

Alain Krivine

Théâtre

Le Noshow

Jusqu'au 28 novembre au Théâtre Paris-Villette

Plus en «*tabarnak*» qu'Andromaque! Combien vaut pour vous une place de théâtre? Pour une fois, la balle est dans le camp du spectateur qui doit choisir lui-même le prix de son billet pour le Noshow. C'est la première des décisions qu'il devra prendre et qui influencera le cours de ce happening théâtral humoristique, mais profondément engagé, sur la difficulté de vivre du métier d'intermittent. La troupe québécoise nous embarque,

avec l'accent, dans une expérience déjantée de 2h15 pendant laquelle les acteurs jouent avec notre conscience de spectateur et nous invitent, entre une bataille de marshmallow, une grève et un hot-dog canadien, à réfléchir aux impacts de nos choix. De surprise en surprise, cette pièce anticonformiste pose ouvertement la question: les intermittents du spectacle sont-ils coupables d'acharnement? Pourquoi continuent-ils à se battre pour vivre de



leur art dans une société qui ne jure que par la rentabilité? «*Parce que c'est comme se prendre une tempête en pleine face...*» **Lea Clerico**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com
 27 rue Taine 75012 Paris - Tél. : 01 49 28 52 44

« La mémoire est la seule arme des vaincus »



DR

Entretien. Le réalisateur **Robert Guédiguian** nous parle de son dernier film, *Une histoire de fou* (sorti le 11 novembre en salle), une fiction qui suit le parcours de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (Asala) et la lutte pour la reconnaissance du génocide arménien.

Avec ce film, vous faites le choix, l'année de son centenaire, d'aborder la question du génocide des Arméniens à travers l'histoire des stratégies de résistance de la diaspora et de la bataille pour la mémoire. Vous ne réalisez donc pas cette grande fresque historique sur le génocide attendue par les Arméniens. Est-ce un choix politique, esthétique ou artistique ?

Les trois. Je crois que le public arménien rêve d'un film à la Steven Spielberg, du genre *Il faut sauver le soldat Ryan*. Ça ne m'intéresse absolument pas. La reconstitution naturaliste de la guerre, et en l'occurrence d'un génocide, ne m'intéresse pas filmiquement. Je n'ai pas envie de faire ce genre de films parce que ça ne pose pas de questions, alors que je crois que le cinéma doit en poser. Donc je préfère me poser la question de la transmission de la douleur, de la transmission du traumatisme, de la manière dont ça ressurgit, même si ça semble avoir été mis en sommeil ou oublié pendant longtemps. Pour exister, les Arméniens ont dû oublier certaines choses ou faire semblant de les oublier pour pouvoir vivre dans la journée et arrêter de faire des cauchemars la nuit. Il faut vivre, comme toute immigration. Mais malgré cela, je pense que la génération des victimes du génocide était longtemps hantée par des cauchemars. Elle les a transmis à la génération d'après qui, comme toutes les générations qui suivent, n'avait plus le souci de vie, car elle existait. Les générations d'après peuvent être avocats, intellos, cinéastes, toubibs : ils ont la parole, ce que n'avaient pas forcément les premiers arrivants. Ils revendiquent justice pour l'injustice subie par leurs parents. Le moment où cette douleur explose dans l'immigration arménienne, on est dans les années 1980. La Turquie est à cette période un État sous dictature militaire, et il y a un coup d'État sur coup d'État. Les jeunes Français de l'Asala en particulier, se revendiquent héritiers de Missak Manouchian¹. J'en ai connu, j'ai des amis qui étaient parmi eux. Pour eux, tuer un ambassadeur turc à bout portant, c'était comme Marcel Rayman² qui tuait un nazi dans le métro. Ils ont apparenté leur geste à cette action politique-là, c'est-à-dire une action antifasciste.

Parmi toutes les actions collectives pour la reconnaissance du génocide, pourquoi avez-vous choisi de traiter de l'Asala ?

C'est le combat qui est le plus proche des idées que j'ai pu avoir à un moment et que j'ai toujours. Une idée qui s'apparente à l'idée communiste. L'Asala réclamait une réparation d'ordre territoriale,

non pas pour fermer les frontières mais pour les ouvrir. L'Asala est ouvertement la tendance internationaliste du combat pour la reconnaissance et réclamait la justice pour le peuple mais de manière non contradictoire avec une revendication plus émancipatrice, internationaliste, universelle. À Beyrouth, au moment où l'Asala est basée dans les camps d'entraînement internationaux, c'est la cinquième internationale ou du moins ce qu'il reste du mouvement communiste international. Il y a l'Asala, des Brigades rouges, les Irlandais, les Basques, même la fraction armée rouge japonaise est à Beyrouth pour s'entraîner dans les camps palestiniens !

Une des grandes thématiques de votre cinéma concerne l'éthique des pratiques politiques, qui est constamment en débat. Les scènes de discussions stratégiques montrées tout au long du film posent notamment la question de la violence révolutionnaire.

J'aime bien quand les débats sont à l'intérieur d'un film, quand la position est incarnée et mise en débat. C'est une forme d'action qui fait avancer un récit. J'essaie toujours de l'intégrer dans mes films. Il va de soi qu'on parle d'éthique dans les luttes, et c'est une préoccupation essentielle. Je crois que morale et politique doivent être profondément liées.

Ce qu'on voit dans ce film c'est qu'on ne choisit pas la lutte armée, on est obligés d'entrer dans la lutte armée parce qu'il n'y a aucun autre moyen. Pour moi, c'est le dernier recours. C'est extrêmement grave dans la manière dont ça engage quelqu'un. Je pense que même lorsqu'on est persuadé du bon sens de son geste, c'est terrible de tuer quelqu'un. Il y a quelque chose dans le fait de s'arroger le droit de vie ou de mort qui est absolument bouleversant. Dans *L'Armée du crime*³, je veux montrer Missak Manouchian pleurant en rentrant de son premier attentat. Il souffre d'avoir fait ça, d'avoir été obligé de le faire. Mais il y était condamné, et c'est tout le paradoxe de la lutte armée quand elle prend ces dimensions-là, qu'elle va jusqu'à la vie ou la mort.

C'est finalement par la petite histoire que vous entrez en finesse dans la grande, ainsi que par les raisonnements éthiques des personnages de fiction et non pas seulement par de grandes leçons théoriques de politique.

Oui, on est touché parce que je crois que l'universel est du côté de l'intime, du tout petit, du très particulier. C'est pour cela que je parle tout simplement de se

nourrir, de se vêtir, des choses élémentaires : je crois vraiment que l'histoire se transmet par là. C'est pour ça qu'elle perdure, ne disparaît pas, c'est pour ça que la mémoire est la seule arme des vaincus en fait. Elle s'entretient, elle est souterraine et comme toutes sources souterraines, elle resurgit un jour. Tout dirigeant politique devrait y penser en permanence. Il me semble que Netanyahu devrait savoir qu'il n'en finira jamais avec les Palestiniens. Ça n'est pas possible, ça n'existe pas. Dans l'histoire, jamais une répression n'a réussi à réprimer totalement. Une génération ou deux peut-être, mais ça ressort toujours après !

À la fin du film, on assiste au vœu espionnage d'Anouch de venir construire sa résidence secondaire sur les terres de ses ancêtres. Ces derniers mots posent la question des réparations et du retour de la diaspora. Est-ce que aujourd'hui cet objectif est encore atteignable ?

Il y a eu des pétitions, signées par des Arméniens et des Turcs. Il y en a une qui s'appelle *Arméniens et Turcs : faisons un rêve ensemble*⁴ qui consisterait à classer le Mont Ararat dans une forme de patrimoine, donc à trouver des réparations qui seraient très, très acceptables. Moi, je ne revendique pas mes terres à Sivas. Mon grand-père est né à Sivas, son père était probablement un paysan qui avait pas mal de

terres. Mais je ne vais pas aller chercher des avocats américains pour réclamer mes terres à Sivas. Cependant, si un jour on peut aller à Sivas se balader, et si vraiment quelqu'un a envie – je dis ça pour sourire à la fin du film – d'habiter des deux côtés, on peut imaginer une frontière ouverte. Les paysans se voient d'un côté et de l'autre de la frontière ! Si la frontière était ouverte, on pourrait acheter des terrains là-bas, travailler à moitié en Arménie, à moitié en Turquie, avoir un champ de vigne qui traverse, etc. Je crois que beaucoup d'Arméniens de la diaspora aimeraient pouvoir y aller, tout simplement pour respirer l'air que respiraient les arrière-grands-parents.

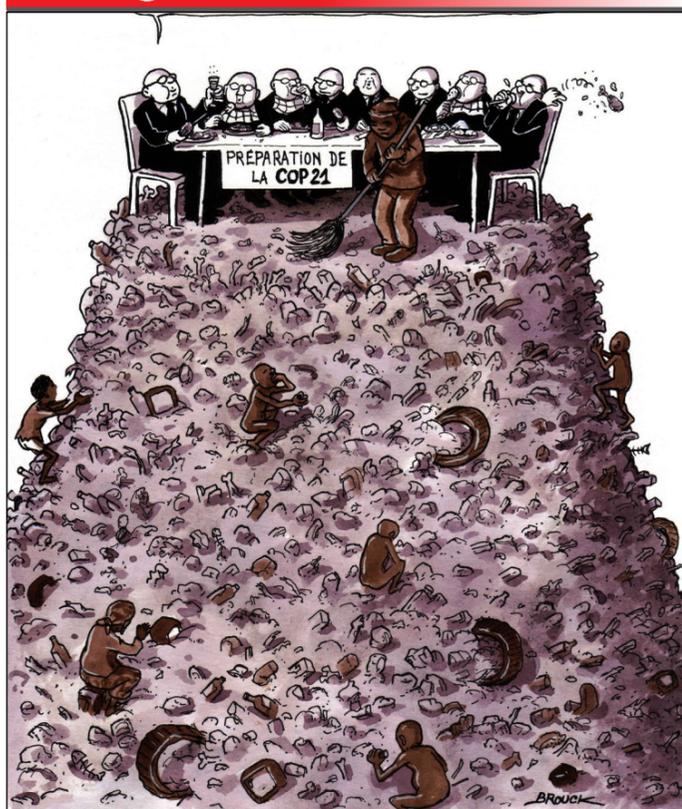
Propos recueillis par Mary Sonet et Sellouma

- 1- Résistant communiste français d'origine arménienne, fusillé en 1944 par les nazis.
- 2- Résistant communiste juif polonais, fusillé en 1944 par les nazis.
- 3- Film de Robert Guédiguian, 2009.
- 4- http://www.liberation.fr/planete/2014/05/29/armeniens-et-turcs-faisons-un-reve-ensemble_1029719

POUR ALLER PLUS LOIN :

- Version longue de cet entretien en ligne sur le site www.contretemps.eu
- Voir la critique du film en page 11
- Voir également le documentaire d'Audrey Valtille, *L'Armée secrète arménienne*, produit par Robert Guédiguian, 2005.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Les Echos LES PAUVRES BLANCS MEURENT AUSSI...

Les États-Unis représentent le seul pays développé qui voit la mortalité augmenter pour certaines franges de sa population. Cette dégradation ne touche pas les Noirs et les Hispaniques – considérés souvent moins privilégiés que les autres – mais les Blancs âgés de 45 à 54 ans n'ayant pas poursuivi leurs études au-delà du lycée. Depuis une quinzaine d'années (1999-2013), leur taux de mortalité augmente d'un demi-point par an. [...] La dégradation actuelle tranche ainsi avec les deux décennies précédentes (1979-1999), où ces Blancs peu éduqués voyaient leur mortalité baisser de deux points chaque année. « Un demi-million d'Américains sont morts, qui n'auraient pas dû mourir », résume le prix Nobel 2015 Angus Deaton, qui vient de révéler ces chiffres avec l'économiste, et conjointe, Anne Case. Le bilan est ainsi comparable à celui du sida, qui a tué 658000 Américains depuis le début des années 1980. « Ce changement va à l'encontre de décennies de progrès en termes de mortalité. Elle est propre aux États-Unis : aucun autre pays riche n'a connu un retournement similaire », soulignent les deux chercheurs. Ceux-ci n'ont trouvé qu'un cas semblable au cours des dernières décennies : la chute de l'empire soviétique, qui avait provoqué une hausse de la mortalité parmi les hommes russes.

Cette dégradation tient à plusieurs facteurs : au premier rang figurent l'alcool, les drogues et les suicides. L'héroïne, notamment, est en train de causer une véritable hécatombe aux États-Unis. Sa consommation a explosé de plus de 60% sur dix ans (2003-2013). [...] L'héroïne est un fléau pour la population blanche, notamment dans les zones rurales et semi-urbaines : 90% des nouveaux consommateurs sont blancs, indiquait le magazine Jama Psychiatry il y a quelques jours. La plupart d'entre eux l'utilisent comme un substitut aux médicaments antidouleur, parfois plus chers et moins accessibles.

Le stress lié aux difficultés financières n'arrange rien, ajoutent les deux économistes : en quinze ans, le revenu médian des Américains qui ont interrompu leurs études au niveau du lycée a chuté de 19%.

« États-Unis : la mortalité augmente chez les Blancs peu éduqués », Lucie Robequain, *les Échos*, le mercredi 4 novembre 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 10 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org